

# Les années noires 1940-1945



© Tetra media Fiction/Terego

## Conception et réalisation du dossier

Auteures : Évelyne Gayme et Mathilde Houte-Marguerit

Chargée de mission : Marie-Christine Bonneau-Darmagnac

Chef de projet éditorial : Bernard Clouteau

Iconographe : Adeline Riou

Graphiste / Intégration technique / Intégration éditoriale : Unité de production web

Secrétaire de rédaction : Nathalie Bidart



L'ECPAD, agence d'images de référence et centre de production audiovisuelle de premier plan, participe à la conception et à la production de nombreux films documentaires et d'ouvrages d'histoire et de patrimoine, qu'il promeut et diffuse auprès des télévisions, du public et des réseaux scolaires et universitaires, en liaison avec la Direction de la mémoire du patrimoine et des archives. [www.ecpad.fr](http://www.ecpad.fr)

# Sommaire

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>3</b>
<b>DES ANNÉES NOIRES POUR LA III<sup>E</sup> RÉPUBLIQUE</b> .....	<b>4</b>
Armistice ou capitulation ? .....	4
Des discours contradictoires .....	5
Les clauses d'armistice .....	6
Les pleins pouvoirs à Pétain .....	7
<b>DES ANNÉES NOIRES POUR LA TRADITION RÉPUBLICAINE</b> .....	<b>9</b>
Les actes constitutionnels rejettent la démocratie parlementaire et libérale .....	9
Le culte de la personnalité du chef .....	10
Le Front populaire comme bouc émissaire .....	11
Une justice non républicaine .....	11
Les idéaux de 1789 bafoués : la répression contre les exclus de la « France nouvelle » .....	11
<b>LA RÉVOLUTION NATIONALE</b> .....	<b>13</b>
La théorie .....	13
La pratique .....	13
Encadrer l'homme pour les besoins de la « France nouvelle » .....	13
La stratégie de la collaboration .....	14
L'opposition à une Révolution nationale seulement franco-centrée .....	14
L'échec de la Révolution nationale .....	15
<b>DES ANNÉES NOIRES POUR LA POPULATION</b> .....	<b>17</b>
L'obsession du rationnement .....	17
L'omniprésence de la peur .....	18
Des inquiétudes constantes face aux demandes de main-d'œuvre des Allemands .....	19
S'évader du quotidien .....	20
<b>UN PEU DE LUMIÈRE DURANT LES ANNÉES NOIRES : LA RÉSISTANCE</b> .....	<b>23</b>
Les origines .....	23
Qui sont les résistants ? .....	24
L'unification de la Résistance entre 1941 et 1943 .....	26
La France combattante .....	27
La Libération .....	28
<b>1945 OU LA FIN DES ANNÉES NOIRES</b> .....	<b>30</b>
<b>LES ANNÉES NOIRES AU CINÉMA</b> .....	<b>32</b>
La Bataille du rail de René Clément (1946) .....	34
L'adaptation du Journal d'Anne Frank au cinéma .....	39
Le Tombeau des lucioles d'Isao Takahata .....	50
<b>RESSOURCES</b> .....	<b>57</b>
Ouvrages .....	57
Articles, revues .....	57
Ressources SCÉRÉN .....	57

## Introduction

Plusieurs expressions, qui témoignent de l'évolution de l'historiographie, désignent la période que la France a vécue pendant la Seconde Guerre mondiale.

Pendant longtemps, on parle de « l'Occupation », mettant ainsi l'accent sur les Allemands, au détriment de l'action du gouvernement du maréchal Pétain.

Suite aux travaux de Robert O. Paxton<sup>1</sup>, l'expression « la France de Vichy », qui met en valeur les responsabilités françaises, se généralise.

Dans ce dossier, nous lui préférons celle des « années noires », empruntée au titre du livre de Jean Guéhenno<sup>2</sup>, parce que, étant plus neutre quant à l'historiographie, elle permet d'en restituer tous les apports.

---

<sup>1</sup> Son livre, *Vichy France. Old Guard and New Order*, paraît en 1972. Il est édité en français l'année suivante sous le titre *La France de Vichy*.

<sup>2</sup> *Journal des années noires, 1940-1944*, Gallimard, 1947,

## Des années noires pour la III<sup>e</sup> République

### Armistice ou capitulation ?



Réfugiés luxembourgeois croisant un camion d'une unité d'artillerie de la 3<sup>e</sup> armée française (Luxembourg/Meurthe-et-Moselle), le 10 mai 1940.

Photographe : SCA. Référence image : 3armee-56-c1246 . ECPAD.

La déclaration de la guerre a lieu le 3 septembre 1939 mais est prolongée par une longue période d'attente de l'attaque : la drôle de guerre, seulement interrompue par la bataille de Narvik en Norvège en avril 1940. Les hostilités entre la France et l'Allemagne commencent le 10 mai 1940. Après le terrible choc qu'a représenté la défaite en six semaines de l'armée française – armée considérée par les Français, mais aussi par les autres nations, comme l'une des plus puissantes au monde –, huit millions de Français partent sur les routes de l'exode. Ils y croisent près de deux millions de soldats devenus prisonniers de guerre en marche vers la captivité. Il est évident pour tous que la bataille de France est perdue. Un débat s'organise à partir du 10 juin 1940 entre les militaires et le gouvernement français replié en Touraine puis à Bordeaux : armistice ou capitulation ? Le président du Conseil Paul Reynaud souhaite que le généralissime Weygand signe la capitulation pour la métropole, permettant ainsi au gouvernement de continuer le combat en Afrique du Nord ou à l'étranger. Outre que cette solution ne protège pas les Français des exactions éventuelles des Allemands, elle attribue la responsabilité de la défaite à l'armée française, ce que Weygand et de nombreux officiers supérieurs refusent. La capitulation n'arrête pas le conflit entre la France et l'Allemagne, mais marque la reconnaissance par les militaires de la perte d'une bataille. En revanche, l'armistice attribue la responsabilité de la défaite à la classe politique. En effet, elle est signée par le gouvernement et marque l'arrêt des combats sur tous les territoires, avant la signature d'une paix séparée. Elle protège les populations, mais oblige Paul Reynaud, qui avait passé un accord avec les Britanniques le 28 mars 1940 rejetant toute paix séparée, à renier sa parole. Le 13 juin, le maréchal Pétain, vice-président du Conseil, menace de démissionner si



l'armistice n'est pas demandé. Appelé le 18 mai 1940 par Paul Reynaud parce qu'il est respecté à droite comme à gauche et qu'il incarne le sursaut contre l'envahisseur, Pétain défend pourtant l'idée de l'armistice comme « condition nécessaire de la pérennité de la France éternelle ». Selon lui, les causes de la défaite sont politiques. Paul Reynaud démissionne brutalement le 16 juin : il n'était pas mis en minorité au Conseil des ministres mais il semble qu'il ait estimé que Pétain ou Weygand pesaient plus lourd que lui dans les décisions. Pétain lui succède. L'armistice est signé le 22 juin et le 25 juin à 0 h 35, il entre en vigueur sur tous les fronts français.

### **Des discours contradictoires**

Dès le lendemain de sa nomination, le 17 juin 1940, le maréchal Pétain adresse un discours radiodiffusé aux Français dans lequel il annonce qu'il est le nouveau président du Conseil – ce qui est perçu par beaucoup comme une manifestation de résistance à cause de son rôle durant la Grande Guerre – et qu'il faut cesser le combat. Cette seconde annonce crée à la fois un choc important mais aussi un soulagement pour une population très éprouvée. Ce discours complique les dernières défenses de l'armée française qui ne sait pas si elle doit effectivement arrêter de se battre, comme le lui demande le chef du gouvernement, ou continuer, puisque l'armistice n'est pas signé.



À Paris, sur la place de l'Hôtel-de-Ville, un camion de la propagande allemande diffuse le discours du maréchal Pétain annonçant l'armistice, juin 1940.

Référence image : DAT-131-L05. Fonds allemand – ECPAD.

Le 17 juin, de Gaulle est dans l'avion qui le conduit en Grande-Bretagne. Il rencontre Churchill dès son arrivée, qui obtient difficilement du cabinet de Guerre l'autorisation de laisser le Français parler à la BBC. En effet, les Britanniques veulent encore ménager le gouvernement français en ne donnant pas la parole à de Gaulle. Ils espèrent que la France continuera la lutte en refusant les conditions de

l'armistice. Churchill ne croit pas à cette possibilité de la part de Pétain, mais espère que des parlementaires français vont atteindre Alger et continuer la guerre. En valorisant de Gaulle, il inclut la France dans la coalition des alliés qui résident déjà à Londres : les Tchèques, Polonais, Néerlandais, Belges et Luxembourgeois. L'appel du 18 juin n'est pas improvisé. Dès le mois de mai, interrogé par un reporter de la radio nationale, de Gaulle expliquait que les succès des Allemands étaient dus à leurs avions et à leurs chars, un argument que l'on retrouve dans le texte de l'appel. En outre, ce discours n'est pas prononcé en direct et a été retouché par les censeurs du *Foreign Office* qui ménage Pétain, car l'armistice n'est pas encore signé et la flotte française pas encore à l'abri. Le texte n'évoque donc que l'aspect militaire, alors que de Gaulle souhaitait y ajouter une dimension politique. Le gouvernement Pétain qui, contrairement à la majorité des Français, écoute la BBC ce jour-là à 22 heures, envoie un télégramme de réaction par l'intermédiaire de son ambassadeur à Londres. Un autre appel, rédigé le 19, n'est pas retransmis par la BBC : l'antenne est refusée à de Gaulle jusqu'au 22 juin, date de la signature de l'armistice. Mais l'appel du 18 juin met l'accent sur deux points importants. D'abord, de Gaulle parle d'une guerre mondiale, alors que la plupart des Français l'envisagent comme la continuité des guerres franco-allemandes intervenues depuis 1870. Ensuite, de Gaulle prononce le mot de « résistance », en n'appelant pas tous les Français mais seulement les militaires, ingénieurs et ouvriers spécialisés présents sur le sol britannique, probablement pour ne pas débaucher les troupes alors que l'armistice n'est pas signé.

### Les clauses d'armistice



Le 22 juin 1940, la signature de l'armistice à Rethondes (Oise). Les autorités françaises sortent du wagon : le général Charles Huntziger (commandant de la 2<sup>e</sup> armée autour de Sedan), le général Jean Bergeret (chef d'état-major de l'aviation), le vice-amiral Maurice Le Luc et l'ambassadeur Léon Noël, représentant des Affaires étrangères.  
Référence image : DAT-131-L29. Fonds allemand – ECPAD.

Dans la nuit du 18 au 19 juin, l'Allemagne s'enquiert de la composition de la délégation française. Hitler veut neutraliser la France pour vaincre la Grande-Bretagne, il souhaite qu'il y ait un gouvernement français sur le territoire français, à la fois pour qu'il ne rejoigne pas les Alliés à Londres, et aussi pour qu'il gère l'administration en France de manière à décharger ainsi les Allemands de cette tâche. Conduite par le général Huntziger et Léon Noël, représentant les Affaires étrangères, la délégation française est convoquée le 21 juin à Rethondes, où fut signé l'Armistice du 11 novembre 1918. Le discours préliminaire lu par Keitel – représentant l'armée de terre – explique les buts allemands : empêcher une reprise du combat ; apporter à l'Allemagne toutes les garanties qu'exige la poursuite, qui lui est imposée, de la guerre contre l'Angleterre ; créer les conditions nécessaires à l'établissement d'une paix nouvelle fondée sur la réparation des torts causés par la force au Reich allemand. Le texte de l'armistice comporte vingt-quatre articles. Les clauses militaires sont classiques. Les hostilités doivent cesser en France et dans ses possessions. Les forces armées sont démobilisées, à l'exception de celles nécessaires au maintien de l'ordre. Le matériel de guerre est livré en bon état, les avions étant seulement désarmés. Si l'Allemagne déclare solennellement ne nourrir aucune revendication à l'égard de la flotte de guerre qui, désarmée, reste dans ses ports d'attache, ces derniers sont désormais en zone occupée, à l'exception de Toulon. Les clauses politiques démontrent une vision à plus long terme de la part de Hitler. Les trois cinquièmes de la métropole sont occupés par l'armée allemande pour sauvegarder les intérêts du Reich et la ligne de démarcation est une frontière intérieure séparant la zone occupée de la zone libre, plaçant en zone occupée tous les littoraux français, sauf le côté méditerranéen. Théoriquement, la souveraineté française reste entière sur l'ensemble du territoire mais dans la zone occupée, l'Allemagne exerce tous les droits de la puissance occupante, ce qui implique que l'administration française collabore avec elle. Les frais d'occupation allemande sont à la charge du gouvernement français. Enfin, les prisonniers de guerre restent captifs jusqu'à la conclusion de la paix. Huntziger tente de négocier alors que le texte n'est pas négociable. Il demande dans quel délai pourrait être envisagé le traité de paix séparée entre la France et l'Allemagne, mais Hitler fait de l'armistice un traité : les conditions obtenues lui sont bien plus favorables pour poursuivre la guerre qu'un traité. Le gouvernement français souhaite une signature rapide pour deux raisons : les partisans de la guerre pourraient reprendre des forces, nourris par les clauses de l'armistice ; la seconde raison est fondée sur le calcul de Pétain selon lequel la Grande-Bretagne ne tiendra pas longtemps face à l'Allemagne et que la France, ayant négocié l'armistice, sera à même de négocier une paix durable et favorable. Weygand donne l'ordre de signer l'armistice, qui est suivi le 22 juin à 18 h 50.

L'armistice avec l'Italie, qui est entrée en guerre contre la France le 10 juin, est signé le 24 juin à Rome : une bande de 50 kilomètres le long de la frontière franco-italienne est démilitarisée, ainsi que les ports de Toulon, Ajaccio, Bizerte et Mers el-Kébir. Les territoires conquis sont occupés. La démobilisation de l'Afrique du Nord s'effectue sous contrôle italien.

Les deux armistices entrent en vigueur simultanément le 25 juin à 0 h 35. Le soulagement des Français est général. Les arguments en faveur de l'armistice sont nombreux : il stoppe le massacre et évite de nouveaux prisonniers de guerre ; un gouvernement français est maintenu ; une partie du territoire n'est pas occupée ; l'Empire est sauvé ainsi que la flotte ; une armée de 100 000 hommes est conservée. Mais tous ces raisonnements reposent sur le respect du traité par Hitler, bien qu'il ait déjà, à de nombreuses reprises, montré qu'il ne les respectait pas. Dès le 23 juin, Churchill déclare que le gouvernement français, le seul d'Europe à ne pas avoir choisi l'exil, est complètement assujéti à l'ennemi et n'est donc de ce fait pas le gouvernement d'un pays indépendant.

### **Les pleins pouvoirs à Pétain**

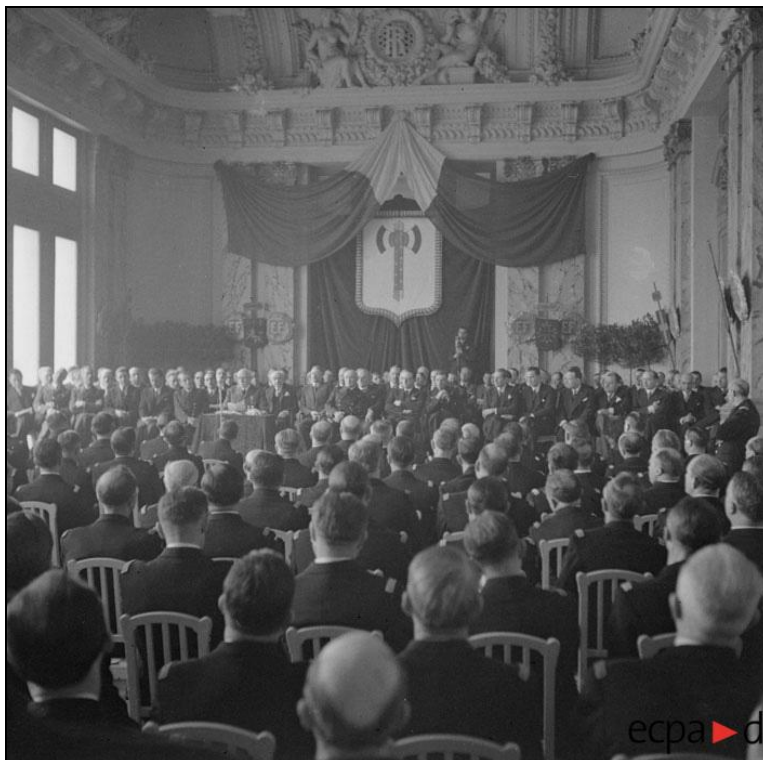
La défaite, « divine surprise » selon Maurras, est pour beaucoup une occasion de refaire la France et de régler des comptes avec la République. Les Français souhaitent un changement dans la vie politique après les scandales financiers et l'antiparlementarisme des années 1930. La droite de l'Union nationale et la gauche du Front populaire avaient jusque-là gouverné sans trouver de solutions. En conséquence, les républicains autant que les antirépublicains veulent du changement. Or la défaite le permet. De Gaulle qualifie la III<sup>e</sup> République de « régime en décomposition ».

En 1940, n'importe quel Français – et pas seulement les fascistes – pense que la France est en décadence : la population est âgée car le vide causé par les morts pendant la Première Guerre mondiale n'est toujours pas comblé ; la France compte de moins en moins dans le monde et sa défaite corrobore cette idée. L'armistice marque un tournant politique, bien que, dans les clauses, rien n'exige un changement politique en France. Dans le discours du 20 juin, Pétain explique qu'il faut un « ordre nouveau » : la défaite est due à la victoire de « l'esprit de jouissance » sur « l'esprit de sacrifice ». Il envisage une paix prochaine avec l'Allemagne et dénonce les tares de la III<sup>e</sup> République – le Front populaire, les communistes, les Juifs et les francs-maçons – qui a perdu sa légitimité en perdant la guerre. Dans la foulée, une révision constitutionnelle est décidée. Pétain exprime le vœu d'avoir les mains libres et, donc, de se débarrasser du Parlement. Laval, ministre d'État dans le gouvernement Pétain, émet l'idée d'amener les Chambres à se saborder légalement. Le 8 juillet, le texte du projet de loi est arrêté en Conseil des ministres. Le 9, le Parlement vote à la quasi-unanimité la révision des lois constitutionnelles et le lendemain, dans la grande salle du casino de Vichy où le gouvernement et les parlementaires avaient déménagé le 29 juin, l'Assemblée nationale (députés et sénateurs) vote les pleins pouvoirs à Pétain pour qu'il promulgue une nouvelle constitution de l'État français. Sur 932 députés et sénateurs, 669 sont présents – Daladier et Mandel, par exemple, ainsi que 25 autres parlementaires, ont embarqué le 21 juin sur le *Massilia* pour rejoindre l'Afrique du Nord et continuer la lutte si l'armistice était refusé ; les communistes ne siègent plus depuis 1939. 569 votent pour (toutes sensibilités politiques), 80 contre (socialistes et radicaux surtout) et 20 s'abstiennent. Officiellement, la III<sup>e</sup> République disparaît dans une apparence de légalité le 10 juillet. Mais en réalité, dès le 16 juin, Pétain avait réduit le cabinet à 15 ministres et soumis la liste au président de la République, Albert Lebrun, sans qu'il y eût de ratification du Parlement. Si l'on s'en tient à la lettre, le 10 juillet, les parlementaires délèguent seulement leurs pouvoirs constituants. Mais en attendant la mise au point de la nouvelle constitution, le gouvernement reçoit les pleins pouvoirs exécutif et législatif, prouvant ainsi la perte de confiance dans les institutions de la III<sup>e</sup> République.



## Des années noires pour la tradition républicaine

### Les actes constitutionnels rejettent la démocratie parlementaire et libérale



Prestation de serment des préfets au maréchal Pétain, chef de l'État français, février 1942, Vichy (Allier).  
Photographe SCA. Référence image : AIR-42-2-R14. SCA - ECPAD.

Le drapeau tricolore, l'hymne national et le 14 Juillet restent les symboles officiels. Mais le gouvernement de Pétain, au même titre qu'il remplace les bustes de Marianne par le portrait du Maréchal, tend à effacer tout ce qui rappelle la République.

Quatre actes constitutionnels, promulgués les 11 et 12 juillet 1940 et valides jusqu'à la nouvelle constitution, permettent à Pétain de cumuler les pouvoirs législatifs, diplomatiques, administratifs du président de la République et du président du Conseil et les pouvoirs judiciaires à l'égard des ministres et des hauts fonctionnaires. Il désigne son successeur, en l'occurrence Pierre Laval. La seule limite est qu'il ne peut déclarer la guerre sans le vote des Assemblées qu'il est le seul à pouvoir réunir. La Chambre et le Sénat sont ajournés. Les ministres ne sont responsables que devant Pétain et révocables, le Conseil des ministres est en fait une chambre d'enregistrement.

Le 12 octobre 1940, les conseils généraux sont suspendus, leurs pouvoirs transférés aux préfets qui peuvent suspendre les conseils municipaux et nommer les maires. En avril 1941, des préfets régionaux sont chargés du ravitaillement et du maintien de l'ordre.

Les actes constitutionnels concernent aussi un nouveau poste, créé en avril 1942 pour le retour de Laval (acte constitutionnel numéro onze), celui de « chef du gouvernement », qui assure la direction effective de la politique intérieure et extérieure. Nommé par le chef de l'État et responsable devant lui, il est à la fois ministre de l'Intérieur, de l'Information et des Affaires étrangères et, à partir de novembre 1942, il peut promulguer des lois et des décrets.

Par hostilité à la III<sup>e</sup> République, Pétain met en sommeil ou interdit les instances représentatives issues des élections. Les partis ou mouvements politiques subsistent quelques mois en zone sud, mais sont soumis à autorisation, même pour les réunions privées. Tout ce qui rappelle la République est effacé, le

terme même de « République » a disparu. Il n'y a plus de vie politique, la France n'est plus un État laïc. Néanmoins, il ne s'agit pas d'un régime fasciste mais d'un régime autoritaire, fondé sur le charisme d'un homme de quatre-vingt-quatre ans au passé glorieux. Il n'y a pas de volonté d'expansion territoriale et l'idée d'un parti unique, proposé par Déat, est repoussé dès août 1940. L'État français est immédiatement reconnu par 32 pays dont les États-Unis et l'URSS.

### *Le culte de la personnalité du chef*



Le maréchal Pétain se recueille devant le monument aux morts d'Orient lors d'une cérémonie sur le port de Marseille, décembre 1940.

Photographe : H. Moiroud. Référence image : VICHY-2-5. SCA – ECPAD.

Vainqueur de Verdun, Pétain dirige en 1925 l'armée qui met fin à la guerre du Rif ; il est nommé ministre de la Guerre en 1934, puis ambassadeur de France en Espagne. En 1940, il apparaît aux Français comme un bouclier, mais aussi comme un vieillard qui « fait don de sa personne à la France », le « père de la nation » en somme. L'État français est une dictature personnelle de Pétain, ainsi qu'en témoigne la formule au début de chaque texte de loi : « Nous, Philippe Pétain, maréchal de France, chef de l'État, décrétons... » Les hauts fonctionnaires, les militaires et les magistrats lui prêtent serment. Il organise des relais auprès de la population : la Légion française des combattants en août 1940 (interdite en zone nord), qui regroupe les anciens combattants des deux guerres et a pour objectif de surveiller la diffusion de la Révolution nationale ; le Conseil national en janvier 1941, formé d'anciens parlementaires et notables (académiciens, savants, ecclésiastiques catholiques et protestants, membres d'associations professionnelles et familiales), qui n'a qu'un rôle consultatif. Tout au long de l'année 1941, les commissions du Conseil national rédigent la nouvelle constitution qui ne pourra pas être ratifiée avant la paix. Pétain organise une propagande reposant sur des visites dans les villes de la zone sud. La presse est censurée, la radio et les actualités cinématographiques largement utilisées, la diffusion de ces dernières étant obligatoire avant chaque diffusion de film. Les Français sont plus maréchalistes que pétainistes, c'est-à-dire partisans du Maréchal plus que de sa politique.

### **Le Front populaire comme bouc émissaire**

Parce que le Front populaire, désigné comme étant dominé par les Juifs, les communistes et les francs-maçons, est accusé d'être la cause de tous les problèmes de la France, ces groupes sont les premières victimes du gouvernement de Pétain. À la suite du gouvernement Daladier qui a dissous le parti communiste parce que l'URSS avait signé un pacte de non-agression avec l'Allemagne en août 1939, les communistes sont constamment pourchassés car ils défendent une ligne pacifiste, voire défaitiste, jusqu'au printemps 1941 et s'en prennent à Pétain. Dès le 13 août 1940, les francs-maçons sont exclus de la vie politique et le statut du 3 octobre 1940 transforme les Juifs français en citoyens de seconde zone. Les figures du Front populaire – les anciens ministres et leurs subordonnés – sont jugées par une Cour suprême de justice sous la condamnation d'avoir « trahi les devoirs de leurs charges ». Le procès de Riom qui commence le 19 février 1942 fait comparaître Édouard Daladier et Léon Blum notamment, avant d'être interrompu sur pression des Allemands car la défense des accusés met en danger le gouvernement. Pierre Mendès France et Jean Zay, députés mobilisés, sont jugés par un tribunal militaire pour abandon de poste devant l'ennemi parce qu'ils avaient embarqué, de manière tout à fait régulière, sur le *Massilia*. D'autres, comme Georges Mandel, sont internés sans jugement.

### **Une justice non républicaine**

La justice ne fonctionne plus sur des principes républicains. En août 1941, Pétain instaure la section spéciale près la cour d'appel de Paris qui condamne des communistes pour des faits antérieurs : il supprime ainsi la non-rétroactivité des lois, principe fondamental du droit pénal. Dès le 17 juillet 1940, la loi permet de révoquer n'importe quel fonctionnaire et en septembre, les préfets ont le pouvoir d'arrêter tout individu jugé dangereux pour la défense nationale ou pour la sécurité publique. De nombreuses juridictions d'exception sont inventées, par exemple la Cour suprême de justice qui s'installe à Riom comme on l'a vu, ou les sections spéciales qui jugent les délits politiques et dont les juges sont payés par le gouvernement, ou encore les cours martiales en 1944, où siègent trois juges désignés, sans compétence juridique, le plus souvent masqués, et dont les sentences de mort sont immédiatement exécutées.

### **Les idéaux de 1789 bafoués : la répression contre les exclus de la « France nouvelle »**

À la fois pour prouver à l'occupant sa capacité à faire respecter sa souveraineté, mais aussi parce certains ennemis leur sont communs, le gouvernement de Pétain désigne des exclus et les pourchasse. Les étrangers sont séparés de la communauté nationale et enfermés, en zone sud, dans

une trentaine de camps, comme Gurs ou Rivesaltes, dans lesquels 75 000 personnes souffriront, travailleront et parfois mourront. Environ 10 000 communistes sont arrêtés, fusillés ou déportés. Les loges maçonniques sont interdites et des listes de leurs membres sont publiées au *Journal Officiel*. Les Juifs sont exclus de la société française dès juillet 1940 en zone sud, sans demande des Allemands : une commission ayant pour but de dénaturiser les Juifs devenus français depuis 1927 est mise en place. Un statut des Juifs est promulgué le 3 octobre 1940, plus sévère que l'ordonnance allemande, et un second le 2 juin 1941. Ils sont exclus de nombreux métiers, subissent un *numerus clausus* à l'entrée de l'université et à l'accessibilité aux professions libérales comme médecins, avocats, architectes. 3 400 fonctionnaires sont révoqués. En zone nord, le recensement des Juifs auprès de la préfecture est obligatoire à partir du 27 septembre 1940 : ils sont exclus de certaines professions (le commerce, la banque, les assurances, etc.) et leurs biens sont « aryannisés », c'est-à-dire confiés à des administrateurs gérants. Un Commissariat général aux questions juives est mis en place le 23 mars 1941 à Vichy, avec des représentations à Paris.

À partir de 1942, la politique de la Solution finale accroît la persécution. En mai, les Allemands rendent le port de l'étoile jaune obligatoire en zone nord, mais le gouvernement Pétain s'y refuse en zone sud, tout en imposant la mention « Juif » obligatoire sur les cartes d'identité et d'alimentation des Juifs français et étrangers. Dans le cadre de la collaboration d'État, le régime de Pétain accepte d'effectuer lui-même les arrestations dans les deux zones. Les rafles sont massives, touchant d'abord les hommes et les étrangers qui sont internés dans des camps comme Pithiviers, Beaune-la-Rolande et Drancy. Les 16 et 17 juillet 1942, la rafle du vélodrome d'hiver dite « du Vel d'Hiv » marque un tournant puisque des familles entières sont arrêtées, y compris les enfants de moins de six ans en principe épargnés par les nazis. Pour les Juifs de la zone sud, le gouvernement livre d'abord les Juifs étrangers sans aucune difficulté, puisqu'il veut s'en débarrasser depuis longtemps, mais répugne à livrer les Juifs français par crainte des réactions de la population, globalement inexistantes jusqu'en 1942, puis repérables après la rafle du Vel d'Hiv, malgré l'antisémitisme latent.

Sur une estimation de 320 000 Juifs en France (français, étrangers ou dénaturisés) avant la guerre, 76 000 seront déportés, dont plus des quatre cinquièmes arrêtés par des représentants de l'ordre français, et 2 551 en reviendront.



# La Révolution nationale

## La théorie

Les origines de la Révolution nationale sont multiples, Pétain s'appuyant sur différentes influences. Selon l'ordre moral catholique, la France doit retourner à la foi traditionnelle de ses années de gloire, accepter l'autorité et la hiérarchie, résoudre les conflits sociaux par la charité. Après un soutien sans faille, les évêques protestent contre l'arrestation des Juifs à l'été 1942. Le deuxième pôle est issu du fascisme : Robert Brasillach (normalien, romancier, critique littéraire et rédacteur en chef de *Je suis partout*) et Pierre Drieu la Rochelle (romancier, directeur sous l'Occupation de *La Nouvelle Revue française*) exaltent le groupe, la gloire du passé, les défilés, l'amitié entre les jeunes de toutes les nations. Des partisans d'un État fédéral souhaitent redonner de la force à l'administration locale pour permettre aux notables de retrouver leur influence et diminuer le pouvoir parisien. À l'inverse, des partisans d'un État centralisé estiment que les parlementaires de la III<sup>e</sup> République ont été incompétents et qu'il faut les remplacer par des agents performants. Certains pensent qu'une économie communautaire, sans laisser-faire, mais avec des organisations mixtes travailleurs-employés, permettrait de rétablir l'économie. D'autres veulent adapter l'économie aux crises, en permettant aux capitalistes d'organiser leur propre défense, sous l'œil de l'État, et défendent le corporatisme. Certains souhaitent des réunions de masse, des mouvements de jeunes et d'anciens combattants, rassemblés autour du Maréchal. D'autres veulent un régime policier et des tribunaux. Qu'est-ce que ces différentes aspirations ont en commun : le rejet du laisser-faire, du système parlementaire et d'une société axée sur le peuple. Ils veulent un ordre élitiste. Beaucoup d'entre eux sont des techniciens, peu écoutés sous la III<sup>e</sup> République.

## La pratique

Les principes du nouveau régime sont le travail, la famille et la patrie. L'État français redonne sa valeur au travail en le protégeant du capitalisme et du socialisme et en développant, par le biais de la Charte du travail promulguée en 1941, le corporatisme, c'est-à-dire les liens directs entre patrons, cadres et ouvriers qui travaillent dans une même entreprise ou branche, dans chaque profession. L'absence de syndicat permet à l'État de contrôler chaque profession en dominant les secteurs financier, économique, industriel et agricole. Le gouvernement fonde de nombreux ordres professionnels (médecins, architectes, experts-comptables par exemple) et définit les politiques pour chacun. Mais l'économie est surtout contrôlée par les chefs des grandes entreprises et les hauts fonctionnaires, au détriment des petites et moyennes entreprises. Dans le secteur agricole, la Corporation paysanne est perçue comme un instrument de collecte et de répartition des productions, une partie d'entre elles étant destinée à l'Allemagne.

La famille est la cellule de base de la société : le divorce devient plus difficile, l'avortement et l'homosexualité fortement réprimés. Le père est le chef de famille, la mère ne travaille pas mais élève ses enfants. La Fête des mères, qui date de 1926, devient une fête quasi nationale. Jusqu'en 1942, des mesures limitent le travail des femmes mariées dans la fonction publique pour qu'elles puissent rester au foyer.

La patrie glorifie la « vraie France » et rejette les communistes, les Juifs et les francs-maçons. L'individu est rattaché à un sol et à une « race ».

## Encadrer l'homme pour les besoins de la « France nouvelle »

Afin que la jeunesse soit bien formée et qu'une élite se dégage, les Juifs, les francs-maçons et les républicains ne sont plus acceptés dans l'enseignement. De multiples organisations encadrent les jeunes. Les Compagnons de France s'adressent aux chômeurs entre seize et trente ans qui veulent

participer au redressement du pays. Par groupe de dix, ces jeunes reçoivent une formation professionnelle, mais aussi nationale et morale. Mais les Scouts, la Jeunesse ouvrière chrétienne ou la Jeunesse étudiante chrétienne n'ont pas été supprimés. Le poids de l'État est plus net à partir de vingt ans : les Chantiers de jeunesse sont créés pendant l'été 1940 pour les jeunes en âge de faire leur service militaire qui doivent être incorporés en juin. L'armée française est démobilisée depuis l'armistice et les Chantiers de jeunesse sont une solution pour que les jeunes fassent leur service militaire. C'est aussi une solution d'urgence qui a pour but d'arracher les jeunes en âge de porter les armes aux dangers de la ville. Dans des camps de plein air, ils sont employés à des travaux forestiers et ruraux. Tous les jeunes Français résidant en zone non occupée doivent y effectuer un service obligatoire de huit mois à partir de 1941, qui remplace alors le service militaire. L'uniforme, le salut au drapeau et la discipline, sous la direction du général de La Porte du Theil, évoquent une organisation militaire.

Pour compléter le dispositif à l'égard de la jeunesse, l'officier Pierre Dunoyer de Ségonzac propose de former des cadres pour la France nouvelle en créant l'École nationale des cadres d'Uriage, près de Grenoble. L'éducation y est morale, physique, spirituelle et intellectuelle. Dunoyer de Ségonzac est un officier qui s'oppose, sur certaines questions, à Pétain. Il estime notamment que la reprise du combat, malgré l'armistice, reste l'objectif essentiel de la France. Aussi, en décembre 1942, l'École est supprimée par décret.

### **La stratégie de la collaboration**

L'armistice implique une collaboration, puisqu'il faut partager avec l'Allemagne la gestion du pays. Mais la réussite de la Révolution nationale dépend de la marge de manœuvre laissée par les Allemands et comme l'idée générale, à l'été 1940, est que l'Allemagne a gagné la guerre, la France doit trouver sa place dans le nouvel ordre européen. À la différence des aspirations des collaborationnistes, il ne s'agit pas d'adhérer au nazisme ; Pétain souhaite que Hitler reconnaisse sa légitimité sur la zone occupée. Le « principe d'une collaboration » est donc accepté par Pétain, et diffusé par la photographie fameuse qui montre Pétain serrant la main de Hitler à Montoire-sur-le-Loir, le 24 octobre 1940. Pétain pense pouvoir disposer de certains atouts : la flotte de guerre et l'Empire, avec ses bases stratégiques et des ressources économiques. En échange, il veut obtenir la libération des prisonniers de guerre – au moins d'une partie –, l'assouplissement de la ligne de démarcation et la diminution des frais d'occupation qui s'élèvent, selon les estimations, de 300 et 500 millions de francs par jour. Pour les Allemands, l'intérêt de la collaboration est double : utiliser l'administration française pour maintenir l'ordre sans maintenir trop de troupes allemandes sur place et faire passer plus facilement les ordonnances allemandes, puisqu'elles sont le plus souvent doublées par des lois françaises qui s'appliquent après visa des autorités allemandes.

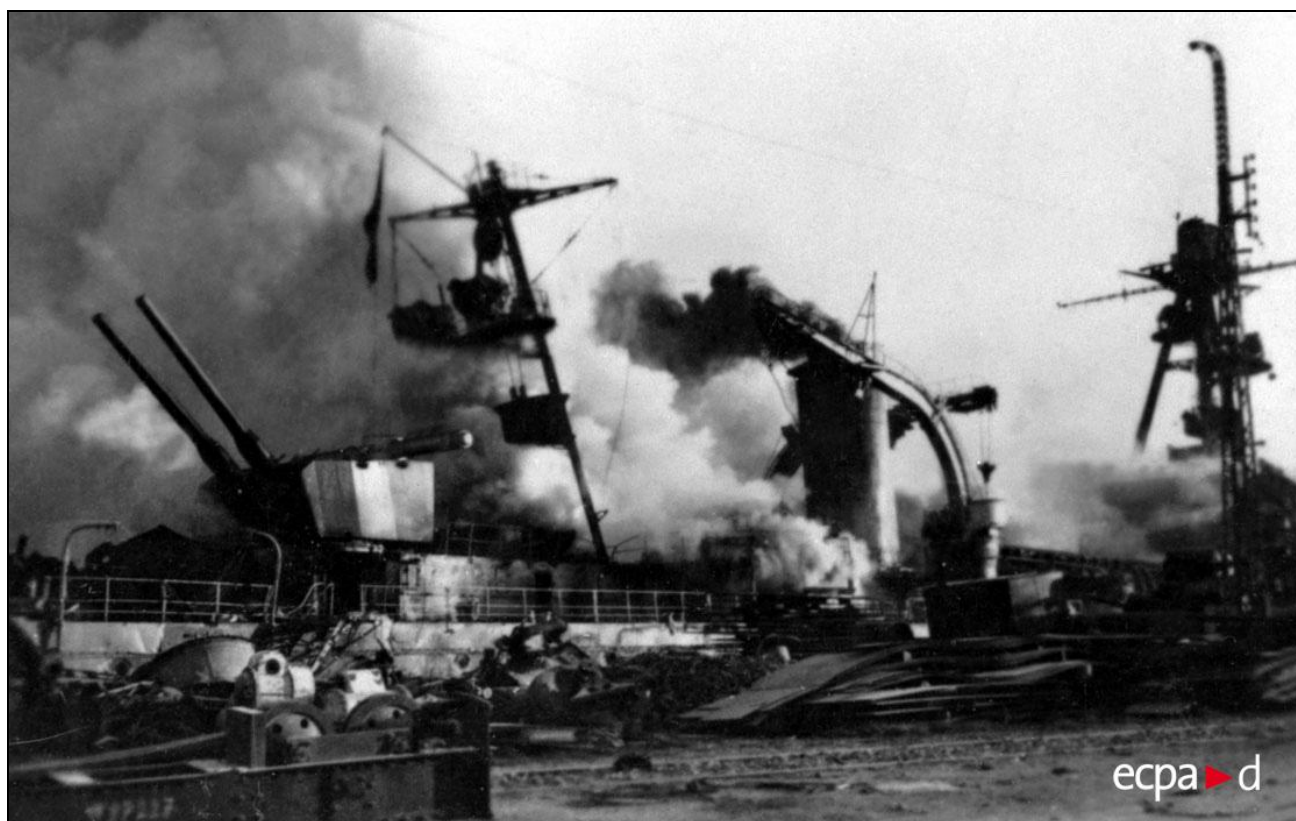
D'autres collaborations vont se développer : la collaboration économique, la collaboration individuelle aux multiples motivations, et les collaborationnistes.

### **L'opposition à une Révolution nationale seulement franco-centrée**

Certains Français voient plus loin. Adhérant aux valeurs hitlériennes, ces collaborationnistes appellent de leurs vœux une Europe nouvelle et se rassemblent à Paris sous la protection des Allemands qui les soutiennent. Des hommes politiques rêvent de devenir le « Führer français ». Jacques Doriot, qui soutient l'Allemagne, fonde le Parti populaire français, anticommuniste, antisémite, antiparlementariste et anticapitaliste. En août 1941, il crée la Légion des volontaires français contre le bolchevisme (LVF) pour combattre aux côtés de l'Allemagne contre l'URSS. Les hommes qui s'y engagent portent l'uniforme allemand du 638<sup>e</sup> régiment d'infanterie, puis sont versés en 1944 dans la Waffen SS. Marcel Déat participe aussi à la création de la LVF. Il est le directeur politique du journal parisien *L'Œuvre*, dans lequel il dénonce la tiédeur du gouvernement de Pétain. Il fonde le Rassemblement national populaire. Marcel Bucard, quant à lui, est le chef d'un parti, le francisme, créé en 1933 et financé par Mussolini. Ils sont peu nombreux, jamais plus de 250 000, mais autour d'eux gravitent et s'expriment des écrivains comme Brasillach ou Drieu la Rochelle et des journalistes tels Philippe Henriot ou Jean Luchaire, qui est payé par les Allemands. Enfin, leurs idées sont partagées et portées par Pierre Laval. Quatre fois

président du Conseil sous la III<sup>e</sup> République, puis marginalisé politiquement, Pierre Laval joue un rôle décisif à plusieurs reprises : dans le soutien au camp de l'armistice en juin 1940 à Bordeaux, dans le vote sur la délégation des pleins pouvoirs à Pétain, puis dans la préparation de la rencontre de Montoire. Il est renvoyé par Pétain en décembre 1940 et se rapproche de Déat. Pétain le remplace par Flandin, puis Darlan, qui tente de négocier le retour des prisonniers et la fin des frais d'occupation contre le prêt d'installations françaises dans l'Empire à l'Allemagne. Mais en avril 1942, les Allemands imposent le retour de Laval, totalement acquis à leurs intérêts, ainsi qu'il l'exprime devant les Français lors du discours du 22 juin 1942 : « Je souhaite la victoire allemande parce que sans elle, le bolchevisme demain s'installera partout. »

### **L'échec de la Révolution nationale**



Le croiseur *Dupleix*, en feu au niveau des pièces d'artillerie, dans la rade de Toulon lors du sabordage de la flotte. Janvier 1935 à novembre 1942

Photographe : Lefilastre. Référence image : D33-01-06. Lelong – ECPAD.

À partir du printemps 1941, les difficultés de la vie quotidienne mécontentent les Français et le gouvernement n'apporte pas de solutions face aux rationnements, sinon le changement des ministres. Le consensus autour de la personne du Maréchal s'affaiblit, ce que constate Pétain dans un discours d'août 1941, ou discours « du vent mauvais ». Face à la multiplication des actes de violence – attentats contre Laval et Déat, puis celui du colonel Fabien, dirigeant de la Résistance communiste, contre un Allemand –, les représailles contre la population se multiplient. Les Allemands développent « le système des otages » qui consiste à exécuter des prisonniers politiques déjà détenus par Vichy, essentiellement des communistes. Pétain supprime les partis politiques, augmente les pouvoirs de la police, met en place le serment de fidélité à sa personne et les sections spéciales. Dès 1941, la Révolution nationale disparaît donc au profit de la répression. Laval, qui revient au pouvoir en avril 1942 avec l'appui des Allemands, augmente la répression en créant en 1943, à la demande de Hitler, la Milice, placée sous son autorité propre pour lutter avec la police allemande contre le terrorisme, c'est-à-dire la Résistance.

Enfin, il dessaisit Pétain du pouvoir exécutif, ce dernier ne conservant que le pouvoir de faire la constitution. En novembre 1942, après le débarquement allié en Afrique du Nord, la ligne de démarcation est franchie par l'armée allemande et toute la France est occupée. La flotte se saborde à Toulon, les colonies d'Afrique du Nord se rallient aux Alliés. La Résistance propose à Pétain de rejoindre l'Afrique du Nord ; il refuse et achève la constitution qu'il veut annoncer aux Français le 13 novembre 1943. Empêché par les Allemands, il déclare alors ne plus exercer ses fonctions de chef d'État. Ce sont les collaborateurs qui dirigent la France, aidés par la Milice. La France est gouvernée par un État fantoche.



## Des années noires pour la population

### L'obsession du rationnement

La vie est différente en France suivant la zone dans laquelle on vit jusqu'à la fin de l'année 1942. En zone occupée, la présence allemande modifie l'ambiance des villes qui se couvrent de panneaux en allemand et de drapeaux nazis, tandis que l'horaire des Français est aligné sur le méridien qui passe à Berlin. Le couvre-feu restreint les sorties du soir et le dernier métro passe à minuit moins le quart. En revanche, l'obsession commune à tous les Français, c'est la faim et le froid. En effet, le pillage allemand provoque de fortes restrictions et l'absence des Français retenus comme prisonniers de guerre en Allemagne désorganise considérablement la production économique. Les cartes de rationnement sont instaurées à partir de l'automne 1940 suivant un système qui fournit de 1 200 à 1 800 calories par jour et par personne, selon l'âge, les activités et le lieu de résidence : huit catégories ont été fixées. À Paris, avec ses tickets de rationnement, un adulte peut acheter 275 grammes de pain par jour. Par semaine, il peut acquérir 350 grammes de viande avec os, 100 grammes de matières grasses et 70 grammes de fromage. Par mois, ses tickets lui donnent droit à 200 grammes de riz, 500 grammes de sucre et 250 grammes de pâtes. Tout ceci à condition que les produits ne manquent pas. Les Français élèvent des lapins et des poules, accommodent les rutabagas et les topinambours comme ils le peuvent, et sont attentifs à ramasser le moindre mégot. Les bas étant devenus introuvables, les femmes se peignent les jambes, poussant le réalisme jusqu'à dessiner la couture du bas. Par manque d'essence – réquisitionnée pour les véhicules allemands –, les voitures fonctionnent au charbon de bois grâce au gazogène, un appareil simple à fabriquer, avec des matériaux faciles à se procurer, et qui produit un gaz pauvre permettant d'alimenter les moteurs. Les semelles de bois ou de liège remplacent le cuir. Tout est soumis au rationnement, le tabac, la laine... Les Français souffrent de la faim, de la malnutrition et tombent plus facilement malades : le nombre de morts dues à la tuberculose double. Les carences alimentaires ou en vitamines que subissent les enfants affectent leur croissance. Les queues s'allongent quotidiennement devant les magasins et les épiciers, dont les boutiques sont vides mais les arrière-boutiques souvent pleines, en profitent. Pour s'en sortir, les Français pratiquent le marché noir, strictement interdit : dans les rapports de gendarmerie, ce délit figure dans la rubrique « Agissements nuisibles au relèvement du pays ». Les Français qui s'y livrent achètent au prix fort, sans ticket de rationnement, les aliments qui manquent le plus comme le beurre, le café, les fruits ou la viande. Mais tous n'ont pas les moyens nécessaires pour profiter de ce trafic, d'autant que les prix ont connu une hausse considérable. Ainsi, le kilo d'épinards qui était à 2,50 francs en 1940 s'élève à 10 francs l'année suivante dans la ville de Tours. Les allers et retours sont alors fréquents pour trouver du ravitaillement dans les familles qui vivent à la campagne. En effet, si les villes souffrent de la faim, les campagnes, elles, ont accès à une alimentation suffisante et variée. De plus, d'un département à l'autre, les produits circulent mal. La ration quotidienne moyenne est alors estimée à 1 500 calories, et assurément moins en ville. À titre de comparaison, un rapport de l'OCDE daté de 2005 estime la consommation actuelle moyenne en France à 3 654 calories. Pendant la guerre, les Français souffrent également du froid, d'autant que les hivers sont rigoureux, surtout en 1940-1941.

## L'omniprésence de la peur



Vue en plongée sur un bombardier Douglas A-20 Boston. Février-mars 1945.  
Photographe : Gasquet. Référence image : AIR-228-4168. ECPAD.

Les motifs d'inquiétude sont nombreux et proviennent d'abord de la présence allemande qui, même si des consignes de correction et de non-fraternisation avec la population française ont été émises pour les soldats, fait néanmoins sentir aux Français de la zone nord que leur pays est occupé. Si au début, la présence allemande est vécue comme plus légère qu'attendu, son omniprésence et les difficultés quotidiennes provoquent une hostilité croissante. De nombreuses polices allemandes – d'ordre, de sécurité, criminelle... – sont présentes sur le sol français, même si c'est la Gestapo qui est la plus connue : c'est elle qui surveille les manifestations anti-allemandes et qui organise des missions contre la Résistance en utilisant des militaires, des policiers et des agents français. Les Allemands pourchassent les communistes, les Juifs, les résistants – qu'ils qualifient de « terroristes » – et se livrent à des exécutions d'otages en représailles d'attentats. Ces otages sont des hommes déjà arrêtés, mais exécutés pour des faits qu'ils n'ont pas commis, comme Guy Môquet par exemple, qui fut tué avec vingt-six autres otages, alors qu'il avait été arrêté en tant que communiste, en représailles de l'exécution du lieutenant-colonel Karl Hotz, responsable des troupes d'occupation en Loire-Inférieure (Loire-Atlantique). Mais jusqu'en 1942, la répression ne s'adresse qu'à quelques opposants. Il en va différemment pour les populations des régions d'Alsace-Lorraine ou du Nord, soumises à une répression beaucoup plus brutale. Lorsque les troupes allemandes entrent en zone libre en novembre 1942, de nombreux Français sombrent dans l'angoisse : les prisonniers de guerre évadés risquent désormais d'être dénoncés par la population et reconduits en Allemagne ; s'ils sont découverts, des Alsaciens-Lorrains recherchés par les Allemands risquent la déportation en Pologne, tout comme leur famille restée en Alsace-Lorraine ; des étrangers, des Juifs, assignés à résidence, risquent la déportation également. Mais la peur est aussi suscitée par les bombardements des Alliés qui cherchent à atteindre les infrastructures utilisées par l'occupant et qui causent d'énormes dégâts sur les usines, les habitations et affectent

lourdement la vie quotidienne. La voûte de la station Crimée du métro parisien s'effondre à la suite de bombardements par l'US Air Force en avril 1944 et les ponts parisiens sont régulièrement visés. À la différence des Américains, qui effectuent leurs bombardements à haute altitude, les Britanniques opèrent à basse altitude pour bombarder. La précision est évidemment meilleure ; néanmoins, les habitants voisins des usines visées subissent au pire, la destruction de leur maison, au mieux, le stress des réveils nocturnes. Les Parisiens descendent dans les abris dès que la sirène retentit, parfois plusieurs fois de suite, en pleine nuit : des caves ont été aménagées en abris antiaériens ainsi que les stations de métro les plus profondes comme Maison blanche ou Place des fêtes. Enfin, la peur provient aussi de l'action de certains Français, parfois très proches : les « bons Français » qui adressent des lettres de délation à la Kommandantur locale pour se débarrasser de ceux qu'ils estiment gênants pour leurs intérêts propres. Mais aussi les membres de la Milice, à partir de 1943, qui instaurent un climat de violence dans la vie quotidienne. Les cadres viennent de la droite extrême, de l'ultracatholicisme, des milieux intellectuels, mais la troupe est constituée de déclassés, de repris de justice, de jeunes sans métier qui prennent en quelque sorte leur revanche sur la société de la III<sup>e</sup> République. Les salaires y sont élevés – du double au triple du salaire d'un ouvrier –, ils portent une arme et sont tout-puissants, chargés d'une activité de renseignements et de missions d'exécutions en direction des réseaux de la Résistance. Se livrant à des rapines en ces temps d'alimentation difficile, ils symbolisent la collaboration avec les Allemands et l'hostilité contre eux est générale.

### **Des inquiétudes constantes face aux demandes de main-d'œuvre des Allemands**

Un million huit cent cinquante mille hommes sont prisonniers de guerre au terme de l'offensive de mai 1940 et un million cinq cent quatre-vingt mille restent en Allemagne durant toute la guerre. S'ils sont gradés, ils sont retenus dans des *Oflags* (*Offizier-Lager*) et ne peuvent pas travailler, selon la convention de Genève. Ils occupent leurs journées en lisant, en participant à des conférences qu'ils organisent eux-mêmes, en faisant du sport, de la musique. Ce sont majoritairement des militaires professionnels qui ne pensent qu'à s'évader pour reprendre le combat. Les hommes de troupe, en revanche, sont associés administrativement à des Stalags, et travaillent dans des *Kommandos* très variés : des fermes, des usines, des boulangeries, des mines parfois. Ils représentent 95 % des prisonniers de guerre. Les captivités sont donc très variées. S'il n'y a pas de maltraitance de la part des Allemands, sauf exception, la violence est néanmoins réelle puisque ces hommes ne connaissent pas la date de leur libération. Elle est associée à la signature de la paix qui, si elle est espérée du côté français, n'est pas prévue du côté allemand puisque les prisonniers sont une main-d'œuvre utile pour remplacer les Allemands occupés au front, même si ce n'est pas une main-d'œuvre corvéable à merci. Les prisonniers de guerre sont protégés par la convention de Genève rédigée en 1929 : ils reçoivent une indemnité de travail de 70 *pfennigs* en moyenne par jour, le même tarif que les nationaux exécutant le même travail. Ils sont placés dans des secteurs proches de leur spécialité d'avant-guerre car l'économie allemande a besoin de travailleurs qualifiés : si bien que 50 % des prisonniers de guerre des Stalags sont employés dans l'agriculture, 8 % dans les secteurs de la forêt et de la pêche, 17 % dans les mines, la métallurgie, la mécanique, la chimie, 11 % dans les autres industries, 4 % dans le secteur des bâtiments et travaux publics et 3 % dans les transports et les télécommunications. La violence est grande également pour ces hommes car ils ne communiquent avec leur famille que par voie postale – deux lettres par mois venant des prisonniers de guerre et deux de leur famille et deux colis d'un kilo par mois, et un de cinq kilos tous les deux mois –, ne voient pas leurs enfants grandir et apprennent parfois que leur femme a demandé le divorce.

Ce grand nombre d'absents perturbe d'évidence la vie et l'équilibre de la population française puisque la plupart des hommes adultes de moins de quarante ans sont retenus loin de chez eux. Ils font défaut à l'économie du pays, notamment dans le monde paysan où ce sont les épouses qui compensent l'absence, parfois difficilement car les travaux demandent une grande force physique. Chacun connaît un prisonnier, que ce soit dans sa famille, dans son voisinage ou dans son équipe de travail, et s'inquiète en 1940 car les nouvelles des prisonniers sont rares. Les Allemands n'avaient pas prévu une capture aussi rapide et massive de soldats et rencontrent des difficultés d'organisation, de logistique, si bien que les premières lettres n'arrivent aux familles que lorsque les hommes sont installés dans les camps qu'ils

ont parfois construits eux-mêmes, pas avant la fin de l'été, voire à l'automne 1940. Les prisonniers sont plaints, mais au cours de l'année 1941, ce sont les difficultés de leurs familles qui apparaissent. Comme les prisonniers de guerre restent des soldats, les familles des militaires de carrière touchent les trois quarts de leur solde et les familles des soldats mobilisés reçoivent une allocation militaire. Mais ces sommes restent insuffisantes, malgré quelques améliorations, et les familles se privent pour envoyer à leur prisonnier des colis alimentaires alors qu'elles n'ont pas de carte de rationnement supplémentaire. Alors que l'idéologie pétainiste glorifie la femme au foyer, 80 % des femmes de prisonniers de guerre travaillent contre 30 % dans la population active. Pierre Laval, en 1942, améliore la vie des familles de prisonniers de guerre puisqu'une nouvelle indemnisation augmente les revenus de 20 % environ. Les prisonniers sont très présents dans la société française : dans les discours du Maréchal – qui les instrumentalise pour faire accepter la Révolution nationale, puis ses échecs – et à travers des galas ou des collectes organisées jusque dans les écoles. Ils interviennent enfin, involontairement, dans la politique de la Relève menée par Laval. En effet, à partir de mai 1942, les autorités allemandes exigent de la main-d'œuvre pour compenser l'absence des soldats allemands envoyés sur le front de l'Est. Le 22 juin 1942, dans un discours resté fameux – dans lequel il appelle de ses vœux « la victoire de l'Allemagne, parce que sans elle, le bolchevisme demain s'installerait partout » –, Laval annonce aux Français que pour trois ouvriers qualifiés partant travailler librement en Allemagne, un prisonnier de guerre serait libéré. Outre les prisonniers et les déportés, des travailleurs volontaires et des ouvriers réquisitionnés se trouvent déjà en Allemagne. Malgré de nombreuses campagnes publicitaires, la Relève est un échec. Des contrats d'épouses de prisonniers sont créés pour qu'elles rejoignent leur mari sur place et travaillent à leur côté, mais sans grand succès, si bien que dès le mois de septembre 1942, le gouvernement de Vichy devance les réquisitions allemandes en promulguant la loi « relative à l'utilisation et l'orientation de la main-d'œuvre », concernant les hommes de 18 à 50 ans et les femmes célibataires de 21 à 35 ans, alors même que la propagande liée à la Relève se prolonge. En janvier 1943, devant les nouvelles exigences allemandes en main-d'œuvre, Laval obtient le changement de statut des prisonniers de guerre qui deviennent alors des civils, perçoivent un salaire équivalent à celui des Allemands, bénéficient de permissions pour rentrer en France, et ne sont plus sous la surveillance de la Wehrmacht mais de la police, voire de la Gestapo. À partir de février 1943, le service du travail obligatoire, le STO, est mis en place, qui concerne les jeunes nés entre 1920 et 1922. Au total, plus de 640 000 travailleurs sont partis entre octobre 1942 et la fin de l'année 1944.

### **S'évader du quotidien**

Les activités culturelles, artistiques et sportives connaissent en ces temps de guerre un très fort développement et une grande vitalité, malgré les difficultés liées aux coupures d'électricité, au couvre-feu ou à l'obligation de côtoyer les Allemands dans les salles pour les spectateurs, et au manque de tissus, peinture et bois pour les décors, pellicules, papier si l'on se place du côté des artistes et des créateurs. Tous les métiers artistiques ont été « aryanisés ». Les Allemands encouragent néanmoins la vie culturelle en France, dans le but de créer une illusion de normalité et d'assurer le maintien de l'ordre en favorisant les distractions. Côté allemand, l'ambassadeur Otto Abetz gère les relations culturelles et cherche à rallier les intellectuels français à la politique de collaboration. La *Propaganda Abteilung* censure, essentiellement sur la politique et les informations militaires et, de manière générale, tout ce qui porte atteinte à l'image de l'Allemagne ; tout ce qui est en rapport avec les Juifs est interdit. Enfin, les manifestations de patriotisme sont prosrites. L'objectif de la *Propaganda Abteilung* est de briser le rayonnement français, car la culture est un élément décisif de la stratégie de domination allemande. Les deux institutions, *Propaganda Abteilung* et ambassade, sont en concurrence pour dominer la vie culturelle. Dans le domaine littéraire, des listes de livres proscrits sont éditées, les plus célèbres étant les listes Otto, interdisant la réimpression des œuvres américaines et anglaises parues après 1870. La censure se renforce après 1943 et toute référence aux Juifs est interdite. À Vichy, les services de l'Information dirigés à partir de février 1941 par Paul Marion cherchent à unifier les différents moyens de propagande et veillent sur la censure pour promouvoir le programme de redressement intellectuel et moral de Pétain, ce qui conduit à des résultats paradoxaux : le livre de Céline, *Les Beaux Draps*, autorisé en zone nord, est censuré en zone sud où il est jugé hostile à Vichy.



Mais le régime de Vichy ne tente pas de créer un art officiel. Les relations entre les deux censures sont complexes : les Allemands font faire le maximum de travail aux Français, et ce n'est qu'en cas de doute que les ouvrages sont soumis aux Allemands. Par ailleurs, l'autocensure est forte. Malgré cela, la production est vivace et le nombre de lecteurs dans les bibliothèques publiques est multiplié par trois entre 1938 et 1941, pour oublier le quotidien mais peut-être aussi parce que ces lieux sont chauffés. Les journaux et maisons d'édition sont dirigés par des collaborationnistes comme Pierre Drieu la Rochelle à la NRF, Jean Luchaire, Lucien Rebatet ou Robert Brasillach. Les écrivains déjà célèbres continuent à publier : Georges Duhamel, François Mauriac, Louis Aragon. De jeunes écrivains se font connaître : Marguerite Duras, Albert Camus, Simone de Beauvoir. Les jurys littéraires siègent toujours et de nombreux prix sont d'ailleurs décernés à des prisonniers de guerre : le prix Goncourt est attribué à Henri Pourrat en 1941 pour *Vent de mars*, le prix Renaudot à Robert Gaillard en 1942 pour *Les Liens de chaîne*, ce dernier étant aussi le lauréat du Grand Prix du roman de l'Académie française pour *Mes évasions*. Une littérature clandestine s'organise également autour des Éditions de Minuit, fondées par Pierre de Lescure et Jean Bruller qui, sous le pseudonyme de Vercors, écrit *Le Silence de la mer* en 1942. Au théâtre, le contrôle exercé par Vichy est faible, car neuf hommes seulement y sont affectés. Côté allemand, la censure ne s'exerce pas tant que leurs intérêts ne sont pas touchés. Le dynamisme est grand dans le domaine théâtral : Henry de Montherlant écrit *La Reine morte*, les représentations des *Mouches* de Jean-Paul Sartre sont un semi-échec, puis *Huis clos* est un grand succès, Paul Claudel écrit *Le Soulier de satin*, monté par Jean-Louis Barrault. Le cinéma également est très populaire, même s'il faut tenir compte de la réduction du nombre de séances. Ce ne sont pas les préoccupations contemporaines qui constituent les sujets des films, mais plutôt des adaptations de romans, du fantastique, des romances ou des sujets historiques. Dans les premiers mois de l'Occupation, les films allemands sont majoritaires sur les écrans français. La conquête du marché français est bien un enjeu économique pour le cinéma allemand. Mais, rapidement, les films français dominent et sont parfois de gros succès, comme *Les Visiteurs du soir* de Marcel Carné ou *Le Corbeau* d'Henri-Georges Clouzot, qui déclencha des polémiques en province parce qu'il dénonce la pratique de la lettre anonyme et que sa description de la famille ne correspond pas à celle prônée par le régime de Vichy. L'interdiction du cinéma anglo-saxon libère des écrans pour de jeunes réalisateurs français : Claude Autant-Lara, Jean Grémillon, Jacques Becker ou Robert Bresson ; quelques films italiens et japonais sont visibles à la fin de l'Occupation. Le cinéma fait l'objet d'une attention particulière parce les actualités y sont diffusées. Les Allemands imposent leurs victoires militaires sur les écrans de la zone nord, alors que la zone sud est épargnée puisque les actualités de Vichy, *France-Actualités*, sont autonomes. Mais à la fin de l'année 1942, l'unification est réalisée sous le contrôle allemand, même si le nom ne change pas. Pour éviter les sifflets du public durant leur diffusion, les lumières restent allumées. Enfin, la radio est également un moyen de communication surveillé : Radio-Vichy est en concurrence avec Radio-Paris et une surenchère s'installe, de plus en plus violente. Dans le domaine culturel, l'année 1942 marque aussi un tournant : l'invasion de la zone sud uniformise la censure et la propagande, mais la censure allemande dispose de moins en moins de personnel suffisant pour être efficace et comme le gouvernement de Vichy ne parvient pas à mener une politique culturelle cohérente, la vie culturelle française a échappé à l'embrigadement. En revanche, dans le domaine sportif, l'action de l'État français est plus énergique, en application du principe selon lequel la pratique sportive est l'assurance d'une jeunesse saine. De leur côté, les responsables sportifs y voient l'occasion d'implanter durablement la pratique sportive chez les Français. L'éducation générale et sportive est une nouvelle discipline créée à l'école en 1940, jusqu'à neuf heures par semaine dans le primaire. Des épreuves physiques sont proposées au certificat d'études primaires ainsi qu'au baccalauréat en tant qu'option facultative. Des enseignants sont formés, des infrastructures sont programmées. La charte des sports de 1940 permet à l'État français de contrôler toutes les fédérations et de nommer les principaux dirigeants. Mais cette politique se heurte aux difficultés de ravitaillement – qui affaiblissent les corps, qui empêchent de trouver le cuir pour les ballons de football ou le carburant pour les déplacements – et à la politique du STO qui réquisitionne les jeunes et décime les équipes, et elle ne parvient pas à modifier le rapport des Français au sport. Certains jeunes sont dans un état d'esprit totalement opposé à la Révolution nationale et à l'image d'une jeunesse saine, sportive et responsable : il s'agit des zazous, appelés aussi « les swings ». Ils ont entre 16 et 20 ans, viennent de toutes les classes sociales, mais essentiellement des villes, et sont peu nombreux. Ils revendiquent une manière de s'amuser, de nier la guerre, à une époque où le régime politique définit

une jeunesse saine, sportive et responsable. Or le zazou porte des vestes trop grandes, trop longues, des pantalons et jupes trop courts, des cravates étroites pour les garçons et un sac en bandoulière pour les filles, les cheveux sont longs et le plus souvent frisés. Ils ont leurs distractions propres, fréquentant les cafés ou organisant des surprises-parties chez eux pour y écouter du jazz – leur nom vient d’ailleurs d’une chanson de Cab Calloway, *Zaz Zuh Zaz*, qui date de 1933 et se diffuse lors des tournées de l’orchestre du Cotton Club en Europe. Ils ne sont pas tolérés par le maréchal Pétain ni par les adeptes de la Nouvelle Europe car ils gaspillent du tissu à une époque de pénurie de textile et écoutent une musique qui n’a rien de français : dès que les États-Unis s’engagent dans la guerre, en décembre 1941, tout ce qui a trait à l’Amérique est suspect. En outre, la Révolution nationale ne parvient pas à s’imposer et les Allemands envahissent la zone sud après le débarquement en Afrique du Nord. Face à ces problèmes, les zazous sont une cible très identifiée. Une campagne de presse anti-zazous se développe donc, essentiellement dans le journal *Au pilori*, journal antisémite subventionné par les services de la propagande allemande, au cours de l’année 1941, jusqu’en 1944, avec un paroxysme en 1942. On leur reproche leur allure – assurément permise grâce au marché noir précisent les articles –, leurs goûts musicaux, et on explique leur existence par la décadence de la III<sup>e</sup> République. Ils auraient des moyens financiers plus importants que les jeunes de leur génération et se feraient exempter du STO. Ce sont donc des planqués, voire des traîtres, car on rapproche vite leur goût pour la musique anglo-saxonne à de l’anglophilie, voire du gaullisme, voire de la Résistance, même s’ils sont jugés trop lâches pour être résistants. À partir de 1942, ils sont plus précisément associés aux Juifs dans la campagne de presse d’autant que, à partir du 7 juin 1942, lorsque le port de l’étoile jaune devient obligatoire pour tous les Juifs de la zone nord, ils choisissent de porter des étoiles en carton sur lesquelles est inscrit « *swing* ». Ils sont pourchassés à partir de juin 1942 jusqu’à l’été 1944, molestés, rasés, raflés dans les bars et bals clandestins qu’ils fréquentent pour être envoyés à la campagne aider les agriculteurs à faire les travaux des champs. Très minoritaire, ce phénomène des zazous révèle une forme de résistance de la société à la Collaboration et à la Révolution nationale.

## Un peu de lumière durant les années noires : la Résistance

### Les origines

La Résistance ne va pas d'emblée de soi dans la population française en 1940. En effet, la rapidité de la défaite a atterré toute la population et l'arrivée aux affaires du maréchal Pétain a contribué à la rassurer. Les premiers résistants agissent donc de manière spontanée et dispersée. Le 17 juin, la fille du président Doumer exécute un sous-officier allemand à Cosne-sur-Loire. Le premier acte de résistance officiel naît à Londres autour du général de Gaulle, envoyé en mission auprès du Premier ministre britannique Churchill, par Paul Reynaud. De retour en France, il apprend la démission de Reynaud et la demande d'armistice et repart aussitôt pour Londres d'où il lance à la radio anglaise, le 18 juin, grâce à Churchill, un appel à la résistance : il s'adresse aux gouverneurs des colonies et aux chefs militaires pour qu'ils rejoignent les troupes françaises, rapatriées de Dunkerque, à Londres. L'appel du général de Gaulle n'a connu qu'un impact très faible, peu de Français étant à l'écoute de la BBC, mais de Gaulle est reconnu par Churchill comme le chef des Français qui se battent contre les Allemands. La France libre se dote d'un Comité national français, avec des organes gouvernementaux, et voit se rallier le Tchad et le capitaine Leclerc : une petite armée se constitue donc à l'automne 1940, les Forces françaises libres (FFL).

Dès l'été 1940, les Britanniques organisent des réseaux en France, associant des hommes de l'« *Intelligence Service* » – les services secrets – à des réseaux déjà installés, et fournissent le matériel (armes mais aussi postes émetteurs). Les Américains font de même à partir de 1943.

En métropole, dès l'automne 1940, des résistances fleurissent, portées par trois types de motivation. Les premiers veulent poursuivre le combat, malgré l'armistice, là où la guerre continue, hors de métropole. L'action de résistance porte alors sur l'aide au rapatriement de soldats britanniques restés en métropole ou sur la fourniture de renseignements sur l'armée allemande, comme le colonel Rémy avec la Confrérie Notre-Dame, ou le réseau Shelburne, qui regroupe les aviateurs alliés à la gare Montparnasse pour prendre le train jusqu'à Saint-Brieuc, les dote de faux papiers, les répartit chez des logeurs en Bretagne puis les conduit sur la plage près de Plouha où un bateau vient les chercher. La deuxième tendance de la Résistance s'oppose à la Collaboration en ce qu'elle porte atteinte aux valeurs chrétiennes, à l'humanisme et à la République. Philippe Viannay fonde ainsi dès l'automne 1940 le mouvement Défense de la France qui diffuse un journal tirant à 5 000 exemplaires. La dernière tendance lutte contre un régime, l'État français, assimilé au fascisme. Le travail de renseignement est souvent associé aux opérations militaires, au recrutement et à la propagande. Mais à côté de cette résistance armée, naît une résistance passive, qui s'appuie sur une désobéissance civile, à travers des gestes qui pourraient sembler anodins – écouter Radio-Londres, suivre l'évolution des combats sur une carte... – mais qui sont néanmoins interdits et réprimés, jusqu'à des actions héroïques, tels ces hommes et femmes qui ont sauvé des Juifs des arrestations et des déportations. Sur les 320 000 Juifs résidant en France en 1940, 76 000 ont été déportés, et 2 551 d'entre eux sont revenus, dont aucun enfant. Depuis 1963, le titre de « Juste parmi les nations », la plus haute distinction civile décernée par Israël à des personnes non juives, honore ceux qui ont aidé des Juifs au risque de leur vie et sans demander de contrepartie. 3 513 Français ont reçu cette distinction.

Certains départements de France ont une histoire particulière dans la Résistance, comme le Haut-Rhin, le Bas-Rhin ou la Moselle, annexés au Reich en juillet 1940 et soumis à une politique de germanisation et de nazification. Ces populations y résistent passivement en parlant français, en écoutant la radio de Londres, mais aussi activement, en pratiquant très rapidement des sabotages, en collectant et diffusant des informations économiques ou militaires, en créant des maquis (c'est-à-dire des regroupements qui préfèrent la guérilla à l'affrontement direct, qui se cachent dans la nature mais sont enracinés dans la population locale), et en organisant des filières d'évasion pour les réfractaires du RAD (*Reichsarbeitsdienst*, le service du travail national, une organisation paramilitaire qui concerne les jeunes de 17 à 25 ans, avec uniforme et emblème – une pelle entourée de deux épis de blé) ou de la Wehrmacht. Les filières sont religieuses, comme celle de sœur Hélène, religieuse de Saint-Vincent-de-

Paul à Metz, qui aide des prisonniers de guerre évadés et des réfractaires lorrains. Ses collaboratrices – des religieuses – réceptionnent ces hommes dans des églises, les accompagnent jusqu'à la gare, leur remettent des titres de transport et des consignes pour leur arrivée dans des familles qui les hébergent, les habillent et les font passer vers la zone sud. Les filières sont également civiles. Ainsi Ernest Kempnich, horticulteur de Woippy, à côté de Metz, fait passer la frontière à des évadés grâce à un transporteur de ses amis qui les cache dans son camion entre des sacs de ciment. Un autre contact, un café de la rue Saint-Jean à Nancy (où Kempnich tient un magasin de fleurs) permet aux évadés de passer la nuit. Le lendemain, il les emmène à la préfecture où ils reçoivent des papiers d'identité ainsi que de l'argent et des billets de train pour Lyon. Il recueille des blessés dans ses serres. Pour cacher son jeu, il trinque avec les Allemands qui viennent lui acheter des fleurs. Des femmes ou des enfants, dont les maris et les pères sont des prisonniers de guerre ou des « malgré-nous » – Alsaciens et Mosellans enrôlés de force dans l'armée allemande – et qui connaissent bien le terrain, font passer des évadés par les chemins forestiers de montagne.

### **Qui sont les résistants ?**

Trois orientations politiques sont perceptibles dans la Résistance, même si les frontières entre elles sont perméables. La gauche, dont le spectre politique s'étend des communistes aux socialistes, qui s'oppose politiquement à Vichy. Les nationalistes, ou patriotes, qui sont germanophobes depuis la Grande Guerre. La troisième tendance est fidèle aux valeurs républicaines. Mais ces motifs ne suffisent pas à expliquer l'entrée dans l'engagement résistant, qui dépend aussi du statut social. Les paysans, objets des sollicitudes pétainistes, sont peu résistants alors que les ouvriers – qui sont à la recherche constante de ravitaillement, alors que la production part en grande partie en Allemagne, et qui constituent la première cible du Service du travail obligatoire (STO) à partir de 1943 – rejoignent plus facilement un mouvement de résistance. Mais les classes moyennes ont également joué un rôle important, notamment, et souvent, des hommes d'âge mûr. Les organisations clandestines ont une homogénéité sociale car c'est le milieu professionnel qui est souvent le premier lieu de réaction et certaines professions sont plus sollicitées ou bien voient plus rapidement l'utilité de leur action : les cheminots pour les sabotages par exemple. Il faut enfin prendre en compte la division de la France métropolitaine issue de l'armistice : en zone non occupée, et surtout à partir de 1941-1942, c'est la collaboration de Vichy qui provoque une résistance politique et idéologique, avec des groupes comme Combat, Libération ou Franc-Tireur. Alors qu'en zone occupée, la résistance contre les Allemands s'active beaucoup plus rapidement, avec des groupes comme Libération-Nord, ou le Front national, d'obédience communiste. Il faut rappeler que jusqu'en juin 1941 et les débuts de l'attaque allemande de l'URSS, les communistes ne sont majoritairement pas résistants puisque l'URSS a signé un pacte avec l'Allemagne et que les mouvements de résistance sont peu nombreux (à peine 1 % de la population), dispersés et sans grands moyens.

La chronologie des événements influence évidemment les engagements. Les communistes, on l'a suggéré, entrent massivement dans la Résistance après juin 1941 et sont immédiatement actifs, tel Pierre Georges, alias le colonel Fabien, qui réalise un attentat contre l'aspirant de la *Kriegsmarine Möser* le 21 août 1941, à la station de métro Barbès. Ils apportent des habitudes de clandestinité et d'organisation qui manquaient aux autres et maintiennent, par leur stratégie, l'insécurité pour les troupes allemandes. Lorsque les Allemands envahissent la zone sud, Pétain refuse la main tendue pour rejoindre Londres et la Résistance, ce qui fait basculer des Français jusqu'alors maréchalistes vers la Résistance, comme François Mitterrand. Ancien prisonnier de guerre évadé, ce dernier trouve, grâce à des relations, un emploi à la Documentation générale de la Légion, qu'il quitte lors du retour de Laval au pouvoir en avril 1942. Il entre alors au Commissariat aux prisonniers dirigé par Maurice Pinot, chargé d'aider les prisonniers rapatriés à réintégrer leur milieu professionnel. En janvier 1943, Maurice Pinot est remplacé par André Masson, beaucoup plus favorable à la politique de Laval ; avec ses hommes, il entre à son tour dans la Résistance pour former un pôle prisonniers d'opposition à Vichy. Différents mouvements de résistance prisonniers apparaissent alors, comme le Rassemblement national des prisonniers de guerre – appelé aussi mouvement Pinot-Mitterrand – mis en place en février 1943, financé par le mouvement Combat. Le Mouvement de résistance des prisonniers de guerre et déportés,

ou réseau Charrette, s'organise autour de Michel Cailliau, ancien prisonnier et neveu du général de Gaulle. Enfin, le Comité national des prisonniers de guerre est créé par le parti communiste. Tous fusionnent en mars 1944 pour créer le Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés qui adhère aux Forces françaises de l'intérieur. À partir de la mise en place de la loi sur le STO en février 1943, les maquis se développent, regroupant des combattants clandestins qui s'organisent pour mener des combats de guérilla contre l'occupant ou les autorités de Vichy dans des régions difficiles d'accès.

Les femmes interviennent dans la vie publique en aidant les malades et les personnes âgées, et en organisant des collectes pour les nécessiteux et les prisonniers de guerre : cette action sociale, la propagande à laquelle elles sont soumises, tout comme les hommes, les conduisent à résister. Elles sont agents de liaison et de renseignement, secrétaires, convoyeuses d'armes, relais d'accueil des personnes en fuite, mais aussi responsables de réseaux. Bertie Albrecht est fondatrice, avec Henri Frenay, de plusieurs journaux, dont *Combat*, qui devient le réseau Combat. Simone Michel-Lévy organise un mouvement de résistance : PTT. Danièle Casanova met en place des comités féminins communistes en zone occupée. Lucie Aubrac, avec son mari Raymond et aux côtés d'Emmanuel d'Astier de La Vigerie, organise le mouvement Libération-Sud, Lucie étant plus particulièrement chargée des relations avec Libération-Nord. Marie-Madeleine Fourcade est la seule femme responsable du grand réseau de résistance Alliance, qui agit pour les Britanniques. Olga Bancic, roumaine, seule femme du groupe Manouchian, est chargée de l'assemblage des bombes et explosifs. De nombreux étrangers combattent également dans la Résistance française : il y a des déserteurs de la Wehrmacht, mais les plus connus sont les communistes étrangers qui travaillent en France. Avant la guerre, ils sont regroupés dans une structure, la MOI (Main-d'œuvre immigrée). Ils entrent dans la Résistance avec le parti communiste sous l'appellation FTP-MOI. Les FTP (francs-tireurs et partisans) ont été créés au printemps 1942 par l'unification de branches militaires issues du parti communiste. Ils privilégient la guérilla urbaine et l'action immédiate. Les FTP-MOI sont organisés en quatre groupes plus ou moins nationaux : les Roumains et Hongrois (presque tous juifs) ; un groupe entièrement juif et reconnu comme tel ; un groupe d'Italiens et un groupe d'Espagnols et d'Arméniens. Recherchés activement par les Allemands, ils subissent des vagues d'arrestations à partir de mars 1943, ce qui entraîne une réorganisation : Missak Manouchian, un Arménien tourneur chez Citroën avant la guerre, commissaire technique dans la MOI à Paris, devient le chef de la MOI et exécute Julius Ritter, adjoint du *Gauleiter* Sauckel, le superviseur du STO. Soixante-huit militants de la MOI sont arrêtés, dont Manouchian, qui est jugé et fusillé au mont Valérien. L'affiche rouge qui est alors placardée sur les murs le dénonce comme chef de bande d'une armée du crime.

## L'unification de la Résistance entre 1941 et 1943



23 octobre 1941. Le général de Gaulle, président du Comité national français, et les commissaires, réunis au quartier général de la France Libre à Londres.

Référence image : LONDRES-R-39-935. ECPAD.

Le tournant capital est réalisé par l'entrée du parti communiste dans la Résistance en juin 1941, après l'invasion de l'Union soviétique par l'Allemagne. Habitué à la clandestinité, des milliers de militants dévoués apportent les méthodes de la guérilla – attentats, sabotages, appuis sur la population – à tous les groupes de l'armée des ombres. Mais ces derniers étant dispersés, ils n'atteignent pas une totale efficacité. Jean Moulin, préfet d'Eure-et-Loir révoqué par le gouvernement de Pétain en novembre 1940, prend contact avec les mouvements de la zone sud Libération et Liberté. Il gagne Londres en



octobre 1941 pour demander des moyens à de Gaulle. Le Général lui confie alors la mission de créer une armée secrète unifiant tous les mouvements de résistance. Jean Moulin agit d'abord en zone sud, où les mouvements de résistance reconnaissent de Gaulle comme leur chef et acceptent d'unir leurs forces. Un comité de coordination réunit autour de Jean Moulin les chefs des organisations politiques que sont Henri Frenay, chef de Combat, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, chef de Libération, et Jean-Pierre Lévy, chef de Franc-Tireur, ainsi qu'une organisation militaire dirigée par le général Delestraint. Le même succès est obtenu par Pierre Brossolette en zone nord. Le processus de fusion de la Résistance est accéléré par le débarquement allié en Afrique du Nord. Mais des tensions persistent entre les chefs des différents mouvements de résistance et des discussions apparaissent autour d'un projet de parlement clandestin. Pour s'imposer face à Roosevelt et imposer la France libre dans les négociations, de Gaulle s'appuie sur un embryon de représentation nationale regroupant toute la Résistance intérieure, mais aussi des partis et syndicats reconstitués dans la clandestinité mais non résistants. Il charge Jean Moulin de créer le Conseil national de la Résistance et le nomme son seul représentant pour toute la France. De nombreux hommes politiques – Mandel, Herriot, Jeanneney – font savoir à de Gaulle qu'ils sont avec lui.

### **La France combattante**



Lors de la prise d'armes franco-anglo-américaine au monument aux morts d'Alger du 2 décembre 1942, un portrait de groupe des personnalités militaires présentes avec, de gauche à droite : l'amiral Darlan, le lieutenant général Dwight Eisenhower, l'amiral britannique Cunningham, le général d'armée Giraud et le général d'armée Noguès.  
Photographe : Potentier. Référence image : TERRE-3-37. ECPAD.

Le 27 mai 1943, seize formations (des mouvements de résistance, des tendances politiques et des syndicats) se fédèrent au sein du Conseil national de la Résistance. De Gaulle est désormais reconnu comme le seul chef politique de la France au combat. Le 21 juin 1943, au cours d'une réunion

convoquée autour du remplacement de Delestraint (qui vient d'être arrêté), Jean Moulin est arrêté par Klaus Barbie, le chef de la IV<sup>e</sup> section du SIPO-SD de Lyon. Il meurt sous la torture et est remplacé par Georges Bidault. Enfin, en février 1944, les Forces françaises de l'intérieur (FFI) sont créées pour unifier les formations militaires des divers mouvements de la Résistance, sous la direction du général Kœnig. Malgré l'unification, des dissensions persistent. Les Alliés ne reconnaissent pas le général de Gaulle comme l'interlocuteur principal car il n'a pas été élu. Lors du débarquement en Afrique du Nord, les États-Unis obtiennent de Darlan l'ordre général de cessez-le-feu. Après l'assassinat de ce dernier, c'est le général Giraud qui devient leur interlocuteur en décembre 1942. L'amiral Darlan est chef d'état-major de la Marine depuis 1937. Il se rallie à l'armistice et devient vice-président du Conseil en février 1941. Il favorise une collaboration politique, économique et militaire en accordant, par exemple, des facilités à l'Allemagne en Syrie, en Tunisie et à Dakar. Il quitte la vice-présidence au retour de Laval en avril 1942 mais il reste chef de l'ensemble des forces armées. Les Américains lui préfèrent cependant le général Giraud, évadé de l'*Oflag* de Königstein, bien qu'il n'ait pas été présent en Afrique du Nord lors du débarquement. Après l'assassinat de Darlan, il est nommé commandant en chef civil et militaire et se rallie militairement aux États-Unis en conservant les structures et les hommes du gouvernement de Vichy. Bien qu'il ne s'entende pas avec de Gaulle, il forme avec lui un Comité français de libération nationale (CFLN) avec une présidence alternante. Mais de Gaulle bénéficie d'un avantage, sa reconnaissance par la Résistance intérieure, et Giraud est finalement écarté en novembre 1943. Une Assemblée consultative est alors créée, formée de résistants, de parlementaires et de communistes ; dès le printemps 1944, le pouvoir de la Résistance peut remplacer celui de Vichy. En juin 1944, le CFLN prend le nom de Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) et des pouvoirs locaux sont mis en place pour remplacer les hommes de Vichy.

### **La Libération**

En termes militaires, le rôle essentiel de la Libération de la France est tenu par les États-Unis et la Grande-Bretagne. Les débarquements le 6 juin 1944 en Normandie et le 15 août en Provence, qui suivent de nombreux combats, permettent la libération de presque la totalité de la France en novembre. Cette rapidité est cependant due à l'aide apportée par la Résistance intérieure que le général Eisenhower a estimée à quinze divisions. À la veille du débarquement, la Résistance bénéficie d'un effectif accru de ses membres – 500 000 FFI par exemple. Associés dans les plans définis par les états-majors, les résistants ont répondu aux attentes. Les FFI ont parfois libéré des régions entières, comme la Bretagne ou le Limousin. Mais les résistants manquent cruellement d'armement lourd. Ainsi les maquis du mont Mouchet, en Auvergne en juin 1944, et du Vercors en juillet, cèdent devant l'attaque allemande, qui ajoute une répression féroce. La Résistance sabote les voies de communication, préserve les installations utiles à l'effort de guerre comme le port de Marseille, par exemple. Cependant, sur 212 préfectures ou sous-préfectures, 85 % attendront passivement le départ des Allemands, et 5 seulement se libéreront seules. Le soulèvement de Paris du 19 au 25 août 1944 est donc un cas exceptionnel. Depuis le débarquement, les Parisiens sont prêts à s'insurger contre la garnison allemande. Mais Paris n'est pas un objectif pour les Alliés qui ont prévu de contourner la capitale. À la vue de l'insurrection parisienne, et après intervention de de Gaulle et de Rol-Tanguy, le chef des FFI parisiens, Eisenhower, décide d'y envoyer la 2<sup>e</sup> DB commandée par Leclerc. Le 19 août, les bâtiments publics sont investis par les résistants et les FFI et le 25, les hommes de Leclerc entrent dans la ville. Le général von Choltitz signe la reddition de ses troupes devant Leclerc et Rol-Tanguy. De Gaulle est acclamé le 26 août comme le libérateur et le chef de la République et prend ainsi le pouvoir, contre la volonté des États-Unis qui, comme ils l'avaient réalisé en Italie, voulaient placer la France sous l'autorité d'une AMGOT (administration militaire de gouvernement pour les territoires occupés), un général américain surveillant les fonctionnaires de Vichy. Mais de Gaulle installe dans chaque ville libérée un homme à lui, forçant les Alliés à reconnaître le GPRF en septembre 1944. La Résistance a donc joué un rôle politique considérable, les autorités instituées par le GPRF s'emparant sans heurts du pouvoir. Les maires et préfets nommés par le gouvernement de Vichy démissionnent et sont aussitôt remplacés par les hommes désignés par la Résistance qui montre ainsi qu'elle est reconnue comme un pouvoir légitime puisqu'aucune autorité, pourtant installée sans élection, n'est contestée par la population. Sont ainsi

évités une dictature communiste – comme cela se produira dans des pays d'Europe de l'Est –, une guerre civile sanglante – comme en Grèce – ou larvée – comme en Belgique –, car l'épuration sauvage sera assez rapidement jugulée.

## 1945 ou la fin des années noires



Des éléments de la 2<sup>e</sup> DB passent à travers les ruines de Royan bombardée à deux reprises par les Alliés, le 5 janvier 1945, puis en avril lors de la reconquête de la poche. Avril 1945

Photographe : Philippe Héritier. Référence image : TERRE-10307-R72. ECPAD.

Le territoire métropolitain n'est totalement libéré qu'en 1945, les combats à Royan et sur la pointe de Grave sont violents jusqu'en avril 1945 par exemple. Le maréchal Pétain, enlevé par les Allemands le 20 août 1944, est envoyé à Sigmaringen où réside également Laval. Pétain gagne la Suisse puis se livre à la France en avril 1945. Bien qu'il ait été condamné à mort en août, sa peine est commuée en raison de son grand âge et il mourra le 16 juillet 1951. Laval est rejeté par la Suisse et l'Espagne, et est ramené

d'Autriche en France dans un avion américain. Il est jugé rapidement, condamné à mort et exécuté en octobre 1945. Les Français veulent tirer un trait sur les années noires car le bilan est lourd. Le nombre de morts et de disparus s'élève à environ 150 000 militaires, 100 000 civils décédés sous les bombardements, à cause des conditions de vie, de la répression, des opérations militaires, et 150 000 civils disparus à cause des persécutions raciales et politiques. C'est parce que les Français veulent regarder vers l'avenir que de Gaulle n'est pas élu en 1946, à l'instar de Churchill en Grande-Bretagne. Mais, sans compter les souvenirs des souffrances vécues dans chaque famille, des traces de la guerre restent longtemps en place : bien que rapidement menée, la reconstruction est longue et les cartes de rationnement ne disparaîtront qu'en 1949.

Deux livres d'Henri Rousso montrent l'importance de cette période : *Le Syndrome de Vichy*, paru en 1987, et *Vichy, un passé qui ne passe pas*, écrit avec Éric Conan et édité en 1994. Faisant le lien entre le livre de Robert O. Paxton, *La France de Vichy. 1940-1944*, édité en France en 1973 – qui casse le mythe résistancialiste et montre clairement la responsabilité du gouvernement de Vichy durant les années noires – et le travail de Pierre Nora sur *Les Lieux de mémoire* à partir de 1984, Henri Rousso met alors en évidence la présence de plus en plus obsédante des années noires et de leur mémoire. Près de vingt ans plus tard, dans un article du monde daté du 17 juillet 2012, Henri Rousso indique que « ce passé est passé : non pas qu'il soit oublié, mais parce qu'il a enfin trouvé sa place ».

## Les années noires au cinéma

Cette période de l'histoire de France a immédiatement fait l'objet de représentations cinématographiques. Sans que la liste suivante soit exhaustive, elle nous permet de présenter une chronologie thématique des films ou documentaires qui ont pour sujet les années noires.

Jusqu'au début des années 1950, c'est la Résistance qui est le sujet des films. [En 1946, \*La Bataille du rail\* de René Clément rend hommage aux cheminots résistants et est récompensé du Grand Prix du jury au Festival de Cannes.](#) L'année suivante, le même réalisateur raconte dans *Le Père tranquille* l'histoire d'un retraité qui cultive des orchidées pendant que ces enfants lui reprochent son inaction alors qu'il est en fait le chef de la Résistance de la région. En 1949, Jean-Pierre Melville met en image le premier roman des Éditions de Minuit, *Le Silence de la mer* : un officier allemand loge chez un grand-père et sa petite fille qui refusent de lui parler.

Des années 1950 aux années 1970, les films abordent des thèmes variés. Le court métrage *Nuit et Brouillard* d'Alain Resnais, réalisé en 1956 à la demande du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et de déportés résistants, mélange les archives en noir et blanc et les images tournées en couleur et montre comment la déportation et l'extermination ont été réalisées sans état d'âme, avec une froide technicité. La commission de censure oblige à masquer la présence d'un gendarme, le rôle de l'État français dans la déportation n'étant pas encore reconnu à l'époque. Ce film est retiré de la sélection du Festival de Cannes sur demande du ministère des Affaires étrangères après intervention allemande, et présenté hors Festival, ce qui provoque des réactions du public et de nombreuses associations de déportés en France et en Allemagne. En 1956, dans son film *La Traversée de Paris*, Claude Autant-Lara évoque le marché noir. En 1959, Henri Verneuil présente dans *La Vache et le Prisonnier* l'histoire véridique d'un prisonnier de guerre français tentant de s'évader avec une vache. Ce film fut un énorme succès, de même que *Paris brûle-t-il ?*, en 1966, dans lequel le réalisateur, René Clément, fait le récit de la libération de Paris. De Gaulle préside alors la V<sup>e</sup> République et une énorme couverture médiatique est organisée pour la sortie de ce film « hollywoodien » qui réunit Kirk Douglas, Alain Delon, Jean-Paul Belmondo, Orson Welles... et beaucoup d'autres qui ne font que de courtes apparitions. Mais ce film déclenche des polémiques : le parti communiste est mécontent car les communistes – ce mot n'est quasiment jamais prononcé, on voit juste apparaître Rol-Tanguy (joué par Bruno Cremer) – et les rolistes apparaissent comme des agités face au général Chaban (Alain Delon), qui représente le bon sens et la modération. Georges Bidault (ancien président du CNR mais en disgrâce en 1966) n'est pas représenté dans le film. En revanche, aucune polémique autour du film de Gérard Oury, *La Grande Vadrouille*, la même année. Ce film, qui présente des Français moyens entrant dans la Résistance par hasard, qui cachent des aviateurs anglais et échappent aux Allemands, a détenu pendant des décennies le record d'entrées dès sa sortie en salles (17 millions de spectateurs). En 1967, *Le Vieil Homme et l'Enfant* de Claude Berri met en scène un antisémite pétainiste (Michel Simon) cachant pendant la guerre un enfant juif, sans savoir qu'il est juif. Il s'agit d'un film autobiographique, Claude Berri ayant été envoyé dans une famille d'accueil pour échapper aux rafles nazies. En 1970, Jean-Pierre Melville, qui a rejoint la France libre dès 1942, présente dans *L'Armée des ombres* le fonctionnement d'un réseau de résistance, s'inspirant parfois de faits réels comme l'évasion de Raymond Aubrac organisée par sa femme Lucie.

Le documentaire *Le Chagrin et la Pitié* ouvre une nouvelle époque. Il est conçu à l'ORTF et pour la télévision française par Marcel Ophüls, Alain de Sédouy et André Harris. Mais l'ORTF refuse ce film constitué de montages d'archives de bandes d'actualités de 1940 à 1944, d'extraits de longs métrages allemands, de films de propagande de Vichy et d'interviews de Pierre Mendès France, d'Emmanuel d'Astier de La Vigerie, du *Waffen SS* Christian de la Mazière, membre de la division Charlemagne, et d'anonymes habitant Clermont-Ferrand et sa région ou ayant joué un rôle important à l'époque. Ce film de 4 h 30 montre que tous les Français n'ont pas été résistants et rompt pour la première fois avec le mythe d'une France unie contre l'occupant. Il ne sera pas diffusé à la télévision avant 1981. En 1973, avec *Lacombe Lucien*, Louis Malle raconte l'histoire d'un jeune Français qui tente d'entrer dans la Résistance mais est rejeté puis engagé, par hasard, dans la Milice où enfin, il devient quelqu'un. Le



scandale à la sortie du film est important. *Section spéciale* de Costa Gavras, en 1975, évoque les tribunaux d'exception de Vichy, qui « jugeaient » en fonction de lois rétroactives. *L’Affiche rouge* de Frank Cassenti, en 1976, rend hommage au groupe Manouchian. En 1980, dans *Le Dernier Métro*, François Truffaut aborde de multiples thèmes : l’Occupation avec les lois contre les Juifs et les étrangers, les bouleversements que la présence allemande provoque à la fois dans la vie quotidienne et dans le travail d’une troupe de théâtre. *Au revoir les enfants* permet à Louis Malle, en 1987, de relater un événement personnel qui l’a profondément marqué, quand la Gestapo vint arrêter ses petits amis juifs dans sa classe. Ce film obtient de multiples récompenses : le Lion d’or au Festival de Venise, le César du meilleur film et le prix Louis-Delluc. Les collaborateurs, les lâches, les aspects les plus sombres de ces années noires sont désormais portés à l’écran.

Un film est particulièrement intéressant pour la représentation des années noires au cinéma, parce qu’il a été perçu à sa sortie, en 1982, comme tournant en dérision les résistants. Il s’agit de *Papy fait de la résistance*, de Jean-Marie Poiré. Ce film raconte l’histoire d’une famille d’artistes résistants qui, durant les années noires, à Paris, voient leur hôtel particulier réquisitionné par un général allemand et doivent loger à la cave. Ce film ne porte pas directement sur la Résistance mais sur les films de la Résistance et montre, par des allusions multiples, la grande connaissance de ces films par le réalisateur, mais aussi par les deux auteurs Christian Clavier et Martin Lamotte, à l’origine de la pièce de théâtre qui a précédé le film. L’emploi d’acteurs très connus, y compris pour jouer des rôles très courts, fait référence au *Jour le plus long* ou à *Paris brûle-t-il ?* L’officier allemand féru de poésie qui tombe amoureux de la jeune fille de la famille fait allusion au *Silence de la mer*. Le résistant que personne ne soupçonne est un clin d’œil au *Père tranquille*. Des scènes entières de films ont été rejouées : l’homme qui va être fusillé dans un tunnel et l’envoyé de de Gaulle qui remonte une rue sont des hommages à *L’Armée des ombres*, ainsi que l’extrait musical de *Spirituals for Orchestra*, de Morton Gould, utilisé aussi dans ce film. La scène dans l’église rappelle *Le Jour et l’Heure*, un film de 1942 de René Clément. La vie quotidienne durant les années noires est extrêmement bien reconstituée : les tickets d’alimentation, la couture des bas dessinée sur les jambes des femmes, les voitures fonctionnant au gazogène, la culture de tabac dans le jardin, les chansons de l’époque, les affiches de spectacles, la diffusion de Radio-Londres. On retrouve des expressions de langage qui sont aujourd’hui devenues désuètes comme « bouché à l’émeri », pour évoquer quelqu’un qui ne comprend rien. On y voit des Français qui collaborent, en vivant avec un Allemand comme la pharmacienne, ou en jouant au tennis avec un général allemand, des Français dans la Milice, des scènes de torture, mais aussi le fonctionnement des réseaux de résistance, depuis le recrutement jusqu’aux actions les plus dangereuses. Les styles cinématographiques sont multiples dans ce film : c’est un film comique, avec notamment le personnage de super-résistant, qui fait allusion aux illustrés des années de guerre tout en caricaturant le mythe résistancialiste. Le réalisateur utilise aussi des scènes de comédie musicale et de film de cape et d’épée. Des allusions sont véridiques, comme le réseau de résistance qui se cachait au musée de l’Homme à Paris, ou le résistant devenu ministre, ou encore le collaborateur réfugié avec sa famille en Amérique du Sud. Mais surtout, Jean-Marie Poiré a déjoué les critiques – qui furent peu nombreuses : des associations de résistants, le journal *L’Humanité* – en critiquant lui-même le film par la reconstitution, à la fin du film, d’une émission de la télévision française diffusée deux mardis par mois de 1967 à 1991 : *Les Dossiers de l’écran*. Cette émission était organisée en deux parties – la diffusion d’un film d’abord, suivie dans ensuite d’un débat avec des témoins ou des spécialistes au cours duquel les téléspectateurs pouvaient poser des questions. Dans la parodie du film, on retrouve le vrai présentateur, Alain Jérôme, et la critique systématique du film par les invités. *Papy fait de la résistance*, qui attira dans les salles un million et demi de téléspectateurs, est le premier film à se montrer irrespectueux à l’égard de la Résistance.

## *La Bataille du rail de René Clément (1946)*

### **Un film à la gloire des cheminots résistants**

#### *Résumé du film*

L'histoire se passe dans une gare (sûrement en province) occupée par les Allemands. La Résistance s'y est organisée : des fugitifs sont évacués, transportés dans des trains ou cachés, on fait passer du courrier, des tracts. Dans un grenier, on écoute les messages envoyés de Londres. Les actes de sabotages se multiplient. Les risques sont énormes : des otages sont fusillés. Dans la seconde partie du film, le débarquement des Alliés est annoncé. Les résistants font tout pour empêcher qu'un convoi transportant des tanks et des munitions arrive à destination. Les tentatives pour attaquer le train blindé échouent (des maquisards meurent).

Finalement, les résistants parviennent à faire dérailler un train, ce qui permet de bloquer tous les trains suivants. Les résistants sont aidés par l'aviation alliée qui bombarde les autres trains allemands. C'est une victoire. La Libération est annoncée : les gens crient dans la gare, c'est une liesse générale. À l'arrière du train 122, le premier train « libre », on note l'inscription « Vive la France et la Résistance, honneur aux cheminots ».

#### *Le contexte historique de la création du film*

##### *Un film commandé par plusieurs institutions*

De 1944 à 1946, c'est le Comité de libération du cinéma français, fondé par des résistants, qui gère la production du cinéma en autorisant ou en censurant les films jugés trop liés aux Allemands et à la collaboration. Durant cette période, plus de vingt films auront pour thème la guerre. La Résistance est souvent évoquée. On veut faire des films réalistes mais qui exaltent des valeurs héroïques. *La Bataille du rail* est le premier film qui traite de la résistance ferroviaire.

À l'origine, le film devait être un court métrage et s'intitulait *Résistance de fer*, en référence au nom d'un groupe de résistants cheminots. L'idée du projet remonte à octobre 1944. Le groupement professionnel qu'est le Comité de libération du cinéma français compte parmi ses membres une majorité d'adhérents du PCF (parti communiste français). À travers ce film, le Comité souhaite mettre en valeur l'action clandestine des hommes du rail. Parallèlement, la SNCF, qui porte également cette idée, a appelé l'aide du Service cinématographique aux armées. Le projet du film de René Clément rassemble ainsi la SNCF, le groupe Résistance-Fer et la Commission militaire nationale.

##### *René Clément : le réalisateur*

##### [Voir la fiche de René Clément sur le site de la Cinémathèque française.](#)

En 1946, encore peu connu du public, René Clément a déjà réalisé pas moins d'une quinzaine de courts métrages et a aussi travaillé sur le film *Ceux du rail*. Il ne jouera pas de rôle actif dans la Résistance. Il n'est ni membre ni sympathisant communiste. C'est pour ses qualités de réalisateur qu'il est choisi. Il se déplace donc en France à partir de novembre 1944, accompagné de sa dialoguiste Colette Audry, pour lire de nombreux tracts et journaux clandestins émis par les résistants et pour recueillir des témoignages. À partir de ces données, Clément écrit plusieurs versions de son projet. Il choisit la région de Chalon-sur-Saône comme lieu d'action. Le tournage commence en mars 1945 et durera 5 semaines. Un film provisoire est présenté aux différents représentants des institutions concernées en mai. Avec leur approbation, on propose alors d'augmenter le budget du film et d'en faire un long métrage.

C'est en août 1945 que le film adopte son nom officiel, *La Bataille du rail*, qui élargit le thème de la Résistance à l'ensemble des acteurs qui y ont participé, alors que le titre « Résistance-Fer » resserrait l'action sur le groupe de résistants communistes. En effet, le film veut montrer la France résistante, le sens du courage, de la solidarité et du sacrifice des Français lors de cette période. D'ailleurs, on n'y voit aucune allusion à la collaboration (ce qui a été critiqué) : chaque personnage entre de son plein gré dans l'action de manière enthousiaste. Il est le reflet de l'état d'esprit qui domine l'après-guerre.

Le film reçoit le Premier Prix du premier Festival de Cannes en 1946. C'est également un gros succès populaire.

### L'analyse du film

#### Un film documentaire à la gloire des résistants du rail

Le film est structuré en deux parties de longueurs inégales.

- Première partie : aucune indication temporelle ou spatiale précise. René Clément filme des cheminots qui utilisent différentes astuces pour faire franchir la ligne de démarcation aux hommes et au courrier. On voit ainsi une série d'actes de sabotage ou de résistance présentée de manière rapide. Le réalisateur insiste sur les efforts continus qui sont nécessaires pour gripper le dispositif allemand en provoquant des retards aux trains. La forme documentaire est renforcée par la voix off qui décrit les actions. Il n'y a pas de récit continu : les scènes sont entrecoupées de fondus enchaînés. Les premières séquences du film ne seront sonorisées qu'après-coup, avec un recours quasi systématique à la voix off.

C'est dans cette première partie que l'empreinte du cinéma soviétique est visible : on y retrouve en effet le style du cinéma russe des années 1920 (dont les fondus enchaînés). La référence au cinéma d'Eisenstein est évidente (les plans serrés, les gros plans, la lumière, etc.).

- Seconde partie : on suit le destin du convoi *Apfelkern*, un convoi allemand blindé. Les deux parties sont séparées par une scène où des cheminots captent le message de la BBC qui annonce le débarquement. Dans cette partie, le récit est plus linéaire et marqué par des indications de dates, d'heures et de lieux. On suit sur la durée la réalisation du sabotage (de la préparation à l'offensive), entrecoupée d'aléas et de changements de dernière minute. La dimension dramatique s'accroît au fil de l'opération. L'apogée de la séquence correspond à la libération des voies ferrées et à l'échec des Allemands obligés de fuir.

Conclusion : on passe de séquences descriptives, voire explicatives, à des séquences plus narratives dans lesquelles des personnages devenus des héros sont replacés dans leur environnement familial, géographique ou politique.

On passe également d'actions sporadiques, spontanées, dans la première partie, à des actions plus organisées et révélatrices d'une chaîne de solidarité qui se met en place, dans la seconde partie.

#### Un film qui se veut aussi une épopée historique authentique

À la sortie du film, des instructions sont données pour sa promotion : il faut insister sur son caractère réaliste :

- de vrais cheminots ont joué les acteurs ;
- les prises de vues ont été tournées dans les ateliers de la SNCF et non en studio, le matériel étant fourni par la SNCF et les tanks et les canons pris aux Allemands ;
- le scénario s'appuie sur « un maximum de vérité » ;
- on souligne que René Clément et sa dialoguiste ont « dépouillé une multitude de textes de l'époque : tracts, récits parus dans les bulletins illégaux, témoignages ».

À la fin du papier adressé aux journalistes, on peut lire : « Dans *La Bataille du rail*, la France aura à son tour un aspect de son épopée à présenter au monde. »

Le Comité de libération du cinéma français, quant à lui, obtient l'autorisation d'effectuer un tour de France avec une copie du film pour le présenter. Une exposition comprenant des photographies du tournage accompagne le film. Ce dispositif renforce le statut de documentaire qu'on souhaite donner à l'œuvre de René Clément.

#### Un film qui présente différentes figures de la Résistance

- Dans la première partie du film, les résistants sont présentés comme un sujet collectif : ce sont des conducteurs de locomotive, des mécaniciens, des employés travaillant au poste de commandement... René Clément privilégie l'anonymat. Seuls trois personnages sont nommés, dont deux par leur nom de résistants - Athos et Camargue. Le troisième, Louis, sert de fil conducteur au récit : ses actions de

résistance ponctuent le discours.

- Dans la seconde partie, on identifie plus les résistants. Les employés du poste de commandement sont au premier plan, mais d'autres acteurs participent à l'effort de résistance : il y a l'ingénieur en chef, qui représente la partie haute de la hiérarchie de la SNCF, le chef de la gare de Saint-André, très actif, l'aiguilleur du poste 7, qui détourne un train, et deux retraités de la SNCF, qui acceptent de venir aider leurs camarades. Le cercle des résistants est élargi à des personnages extérieurs à la SNCF : les maquisards qui attaquent un train ou des aviateurs alliés qui bombardent les voies. L'ajout des personnages tels que l'ingénieur ou les retraités correspond à une demande des commanditaires du film. Il fallait en effet présenter une image idyllique de la famille du rail, avec une solidarité liant les hommes, de la base au sommet. La complicité a d'ailleurs l'air unanime (une seule référence à un membre de la SNCF qui a « les oreilles trop longues » sous-entend qu'il rapporte ce qu'il entend).

En conclusion, on passe d'un anonymat général à la personnalisation des résistants dont on suit les trajectoires individuelles. René Clément a-t-il voulu permettre une meilleure identification des spectateurs aux personnages ? A-t-il voulu accroître la dramatisation de l'histoire en introduisant des éléments plus personnels ? Ce panel de résistants permet-il tout simplement de rendre compte de leur typologie variée ? On note la quasi-absence de femmes dans le film. Seules quelques-unes font une courte apparition : certaines glissent du courrier dans des cachettes, d'autres apparaissent furtivement lors de la scène des maquisards (elles portent des malles et des armes). Une femme joue un rôle plus négatif (la femme du retraité de la SNCF appelé en renfort) : elle tente de le dissuader d'y aller. Le monde ferroviaire était très masculin et en cela, René Clément respecte la réalité.



Activité : étude de l'affiche du film



Crédit : Droits réservés.  
Affiche issue des collections de la Cinémathèque française

L'arrière-plan de l'affiche est en noir et blanc. On y voit des soldats allemands. Ils surveillent les alentours et semblent donc très vigilants. On repère quelques canons sur les wagons (le convoi est en effet blindé). Il y a donc une opposition entre les regards des Allemands, qui observent les bas-côtés, et celui du conducteur de train qui regarde vers l'avant. Ainsi les Allemands ne sont pas assez attentifs et n'anticipent pas le danger tout proche. Ils sont représentés à une échelle beaucoup plus petite que le cheminot.

Légèrement décentré, le visage d'un homme occupe tout de même presque la moitié de l'affiche : il est représenté de face. Son regard semble regarder au loin, comme s'il imaginait l'acte qu'il ne va pas tarder à commettre : faire dérailler le train qu'il conduit. Il sort d'ailleurs sa tête du hublot de la locomotive comme pour apercevoir le lieu du futur déraillement. C'est l'un des rares personnages que l'on retrouve tout au long du film et que l'on peut identifier. Il a l'air sévère, conscient de l'importance de son geste pour la Résistance. Il est concentré.

Son visage est couvert de traces de charbon. C'est bien le cheminot au travail qui est présenté ici. Il porte bien la tenue du conducteur de train (lunettes de protection relevées sur la tête). Son regard est aussi embué de larmes. Il est présenté comme un être fragile et non pas comme un tueur sans émotion. Il regarde vers son destin.

La couleur rouge rappelle le danger, le sang. L'homme semble mesurer le danger qui l'attend : la mort. Le rouge de son visage rappelle le rouge du bandeau situé sur le bas de l'affiche. Le faible éclairage sur le seul côté droit de son visage (gauche pour nous) apporte un contraste avec le reste de l'affiche.

Le titre se trouve au bas de l'affiche. Il est blanc inscrit dans un bandeau rouge, les lettres sont en majuscules. Le sous-titre, « une œuvre puissante et gigantesque », donne un caractère grandiose au film. En haut en gauche, on peut lire : « À la gloire des cheminots de France. » Il n'y a pas de noms d'acteurs, on privilégie la référence aux cheminots.

De toute évidence, le résistant est représenté comme un héros, en contraste avec la représentation des Allemands, notamment grâce à une séparation verticale de l'image, qui présenterait le mal d'un côté et le bien de l'autre. Cette image est encore renforcée par le texte qui allie publicité, slogan (« chef-d'œuvre », « une œuvre puissante et gigantesque ») et hommage aux cheminots et à la Résistance.



## L'adaptation du Journal d'Anne Frank au cinéma

### Ou comment transposer à l'écran le témoignage écrit d'une jeune fille juive ?

#### Préambule

L'étude du film *Le Journal d'Anne Frank* peut être intégrée au thème 3 de la deuxième partie du programme de la classe de 3<sup>e</sup> portant sur les guerres mondiales. La notion de « guerre d'anéantissement » est centrale. Le génocide des Juifs et des Tziganes doit être étudié dans ce cadre.

#### Se repérer dans l'espace et dans le temps

##### Acquérir des repères historiques

#### Document 1 :

Une carte des victoires de l'Axe (1939-1942)

#### Document 2 :

Événements et décisions prises durant la Deuxième Guerre mondiale aux Pays-Bas

Mai 1940	Après la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Finlande, offensives contre la Belgique et les Pays-Bas. Capitulation des Pays-Bas. Pays occupé. La famille royale a fui en Angleterre (elle s'adresse au peuple néerlandais à la BBC sur Radio Orange). Un commissaire du Reich est nommé aux Pays-Bas.
Octobre 1940	Tout Néerlandais de plus de 14 ans doit détenir une carte d'identité. Chaque fonctionnaire doit remplir un formulaire spécifiant s'il appartient ou non à la « race aryenne » et s'il est marié à une personne juive. Les Juifs fonctionnaires doivent fournir le nom de leurs parents et grands-parents.
Janvier 1941	On impose aux Juifs de s'inscrire séparément sur les registres d'état civil.
Février 1941	Rafle dans le quartier juif d'Amsterdam : 400 Juifs arrêtés et déportés.
Mars 1941	La radio néerlandaise devient un instrument de propagande nazie.
Juin 1941	Les partis politiques sont interdits.
Juillet 1941	Un « J » est apposé sur les papiers d'identité des Juifs. À partir de ce mois : le couvre-feu est imposé aux Juifs ; ils n'ont plus le droit de fréquenter les lieux publics ou de se rendre chez des non-Juifs. Les entreprises sont « aryanisées » : les directeurs juifs sont dépossédés de leurs biens. Les Juifs sont recensés en vue d'être déportés.
Janvier 1942	Premières déportations de Juifs au camp néerlandais de Westerbork.
Mai 1942	Port de l'étoile jaune obligatoire pour tous les Juifs de plus de 6 ans.
À partir de novembre 1944	Himmler, le chef des armées allemandes, ordonne que les gazages cessent et que les soldats détruisent les chambres à gaz afin d'éliminer toute trace de l'anéantissement des Juifs. L'Armée Rouge progresse vers l'ouest et les preuves doivent être détruites avant qu'elles n'arrivent dans les camps. Les nazis déplacent alors les déportés d'un camp à l'autre : ces longues marches entraînent la mort (épuisement, maladies). <i>Peter, Anne et Margot sont envoyés dans d'autres camps (Bergen-Belsen). Les filles vont mourir du typhus.</i>
6 juin 1944	Débarquement des Alliés en Normandie.
1944-1945	Terrible hiver à Amsterdam (22 000 personnes vont mourir de faim et de froid).
5 mai 1945	Capitulation des troupes nazies aux Pays-Bas.
8 mai 1945	Capitulation allemande et fin du III <sup>e</sup> Reich.

Sur les 140 000 Juifs vivant aux Pays-Bas avant la guerre, 107 000 ont été déportés. Seulement 5 000 d'entre eux reviendront des camps. Trois personnes juives sur quatre ont péri dans les camps.

## Activités

**Activité 1 :** Le professeur étudie avec les élèves la carte des victoires de l’Axe (tous les manuels en présente une). Il peut faire compléter un fond de carte muet. Il insistera sur la vitesse avec laquelle les nazis envahissent des territoires et mettent en place des armées et une administration d’occupation.

**Activité 2 :** À partir du document 2, les élèves complètent une frise chronologique ou la créent entièrement. Ils choisiront un code couleur : noir pour les événements concernant la guerre en général et rouge pour les lois concernant les Juifs d’Europe et des Pays-Bas.

Croiser les événements historiques et les informations sur la famille Frank

### Document 3 :

Le parcours de la famille d’Anne Frank

Anne est issue d’une famille juive libérale installée à Francfort depuis de nombreuses générations. Mais la montée de l’antisémitisme en Allemagne et l’arrivée au pouvoir d’Adolf Hitler provoquent de fortes inquiétudes aux parents Frank qui décident alors de migrer vers les Pays-Bas. Ce pays accueille de très nombreuses familles juives qui se sentent menacées. En 1933, les Frank vivent donc à Amsterdam. Ils habitent le sud de la ville. Otto Frank a créé sa propre société : une entreprise spécialisée dans le commerce de pectine, un produit servant à la fabrication de la confiture. Il vendra aussi des épices. Les deux sœurs apprennent le néerlandais et le maîtrisent assez vite et bien (Anne rédige d’ailleurs son journal dans cette langue).

Le père d’Anne avait vu dans les Pays-Bas (neutres durant la Première Guerre mondiale) une sorte d’abri, mais ce pays ne va pas être épargné par la menace allemande.

En 1940, les Pays-Bas sont envahis par l’armée nazie qui l’occupe. Comme dans d’autres pays occupés, les lois nazies sont appliquées. Des lois antisémites sont promulguées.

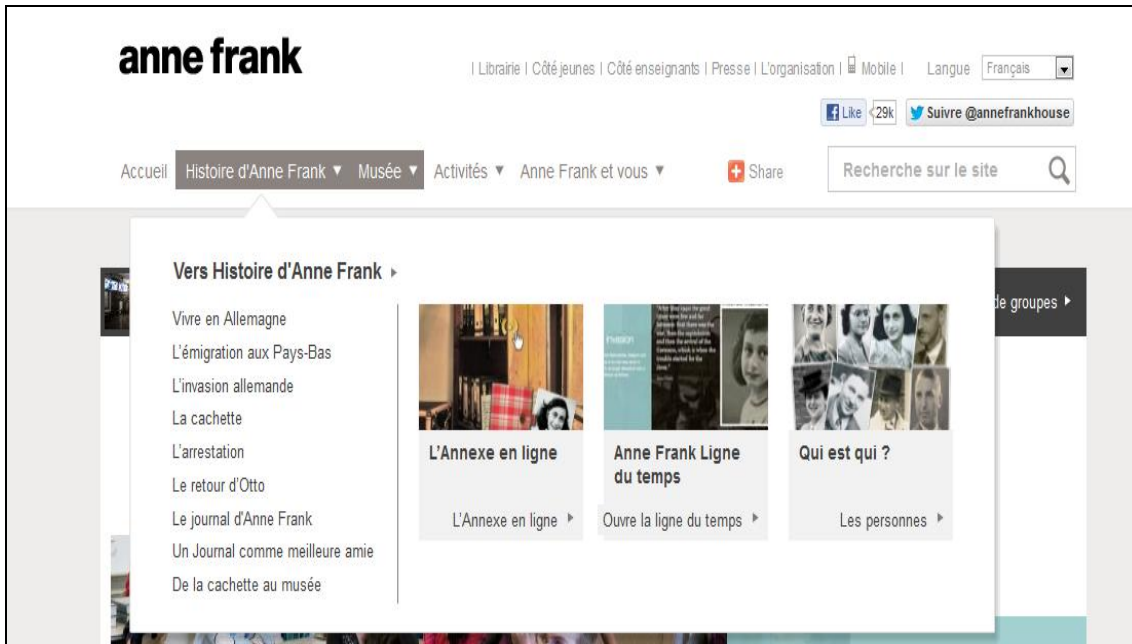
Otto Frank anticipe les décisions des nazies. Il va demander à des amis et à des collègues de lui servir de prête-noms afin de ne plus être officiellement le propriétaire de son entreprise. Ainsi les Frank ne perdront pas leur source de revenus. Mais Margot, la fille aînée, va recevoir une lettre de convocation des SS. Les Frank se réfugient alors dans une cachette pendant deux ans. C’est en 1944 que, sur dénonciation, la famille d’Anne est arrêtée. Près de 75 % des Juifs qui se trouvent en Hollande seront déportés. Les Frank sont transférés vers Westerbork, un camp de transit néerlandais. Ils sont emmenés ensuite vers Auschwitz. Mais Anne a été conduite à Bergen-Belsen, car les nazis ont évacué des camps, dont celui d’Auschwitz, au moment de l’arrivée des troupes alliées. Elle y trouvera la mort.

Source : [www.annefrank.org/fr](http://www.annefrank.org/fr)

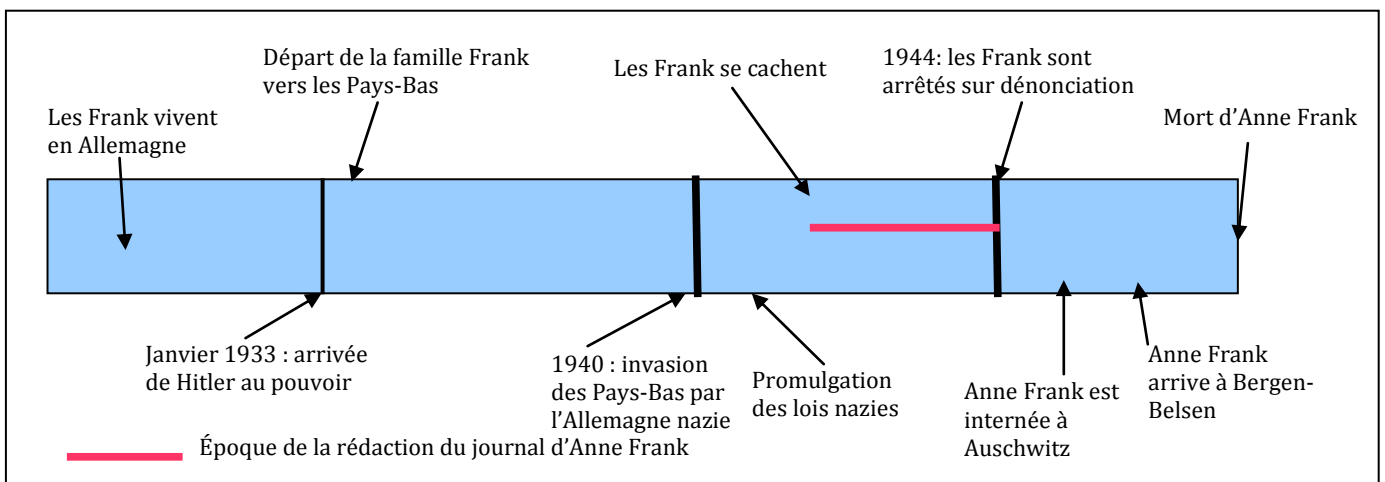
## Activités

Le professeur peut utiliser plusieurs pistes de travail pour étudier le parcours de la famille Frank lors de cette guerre.

- Il peut s’appuyer sur le travail mené dans le cadre du cours de français si le collègue a choisi le *Journal d’Anne Frank* (l’autobiographie et le journal sont au programme de 3<sup>e</sup> en lettres). Au cours de leur lecture, les élèves auront recueilli des informations sur la famille Frank.
- Le professeur d’histoire peut fournir un texte résumant le parcours des Frank juste avant et durant cette guerre. Les élèves peuvent alors replacer ces événements sur la chronologie (document 2). Un code couleur est choisi pour distinguer les événements liés à la famille. En parallèle, le professeur présente une carte des camps de concentration et d’extermination nazis et les élèves peuvent rechercher les lieux dans lesquels les personnages vivant avec Anne Frank ont été enfermés (Westerbork, Auschwitz, Bergen-Belsen).
- Les élèves peuvent également travailler en amont (à la maison) sur Anne Frank et sa famille en se rendant sur le site de la Maison d’Anne Frank. Ils peuvent y trouver de nombreuses informations sur la famille et sur les personnages qui vont partager le quotidien des Frank dans la cachette.



Source : [www.annefrank.org/fr](http://www.annefrank.org/fr)



## L'adaptation du Journal d'Anne Frank au cinéma

### Un journal édité à plus de 20 millions d'exemplaires

- Un récit autobiographique présenté sous des versions différentes :** Anne Frank a donc tenu son journal du 12 juin 1942 au 1<sup>er</sup> août 1944. Jusqu'au printemps 1944, elle écrit pour elle seule, jusqu'au moment où elle entend, sur les ondes de la radio de Londres, le ministre de l'Éducation du gouvernement néerlandais en exil dire qu'après la guerre, il faudra rassembler les témoignages et les publier pour montrer les souffrances du peuple pendant l'Occupation allemande (on voit la scène dans le film). Anne décide alors de recopier son journal en y apportant aussi des corrections et des suppressions de passage. Elle a donc tenu deux versions de son journal : la version A (le journal originel) et la version B (le journal réécrit). Ce sont ces documents que Miep Gies a ramassés le jour de l'arrestation de la famille Frank. Elle les a cachés et remis au père d'Anne Frank à son retour. Otto Frank décide alors d'exaucer le vœu de sa fille en faisant éditer son journal, mais il en retire certains passages. En effet, il souhaite supprimer les propos tenus par Anne sur tel ou tel habitant de la cachette et, surtout, les remarques parfois très violentes de sa fille envers sa mère. En

1980, à la mort d'Otto Frank, tous les documents sont versés à l'Institut national néerlandais pour la documentation de guerre. Le Anne Frank-fonds de Bâle décide d'insérer dans une nouvelle version les passages supprimés. Il existe donc une version plus longue. Dans les années 1990, d'autres pages retrouvées sont à nouveau intégrées au texte.

Dans sa deuxième version, Anne Frank a donné des pseudonymes aux personnages du livre, car elle pensait à une possible publication. La famille Van Pels devient la famille Van Daan (dans le film aussi) ; Albert Dussel est le pseudonyme de Fritz Pfeffer.

- **Un succès rapide :** Le journal est publié pour la première fois aux Pays-Bas en 1947 sous forme d'extraits. Le *Journal d'Anne Frank* connaît tout de suite un important succès en France, en Allemagne et au Royaume Uni, puis aux États-Unis... Il faut noter que les témoignages de déportés sont peu entendus dans cette période des années 1950. On pense plutôt à « tourner la page ». Mais le témoignage de cette adolescente juive va bouleverser des générations de lecteurs. L'ouvrage a été traduit en plus de 70 langues et publié à des millions d'exemplaires. Il a été adapté au théâtre, puis à l'écran.

### Le téléfilm de Jon Jones

Jon Jones est un réalisateur britannique. Le téléfilm date de 2008, il a été produit par la BBC et dure un peu plus d'1 h 35. Anne Frank y est interprétée par Ellie Kendrick.

#### Un film qui se veut très réaliste

Le scénario est très fidèle au journal. Même « l'Annexe » (la cachette) a été reproduite à l'identique en studio. Le téléfilm reconstitue les deux années passées dans la clandestinité par la famille Frank et ses amis. Dans le générique, on précise que « le décor du film est l'exacte reconstitution de la maison dans laquelle la famille Frank a vécu des événements ».

Pour mettre en scène l'exiguïté du lieu, les équipes du film ont fait le choix de reproduire au millimètre près « l'Annexe », afin de rendre l'impression de claustrophobie et de confinement engendrée par le lieu. Dans ces conditions, il a fallu adapter la façon de filmer (caméras à l'épaule).

Lors du générique du début, on annonce au spectateur que le film se veut une représentation la plus proche possible de la vérité. Dès les premières images défile en effet le texte :

« Les événements relatés dans ce film ont réellement eu lieu entre 1942 et 1944.

Ils sont rigoureusement décrits d'après le journal d'Anne Frank, une juive allemande dont la famille s'est réfugiée à Amsterdam avant la guerre. »

Tout au long du film, les intertitres sont là pour replacer dans le temps les scènes filmées. On indique le jour et l'année. Jones a donc gardé la structure du journal.

Ce rigoureux respect de la structure donne au film un caractère presque documentaire.

Les mots d'Anne Frank prononcés en voix off renforcent cette idée de réalisme. Cette voix symbolise le passage de l'écrit à l'image.

Le choix de conserver les pseudonymes donnés par Anne Frank dans la deuxième version de son journal montre aussi la volonté d'être fidèle à l'œuvre et permet de conserver le caractère subjectif du journal.

#### Des scènes interprétées

Néanmoins, le réalisateur a intégré deux séquences dont les événements n'existent pas dans le journal : l'épisode de la fuite et de l'installation dans la cachette, et celui de l'arrestation en août 1944.

• Jones montre la fuite des Frank le 6 juillet 1942 dans les rues d'Amsterdam vers leur cachette. Anne parle de la fuite dans son journal à la lettre du 9 juillet mais ne développe pas : « On s'est donc mis en route sous une pluie battante, Papa et Maman portant chacun un sac de provisions bourré de Dieu sait quoi, et moi avec un cartable plein à craquer. » En imaginant la fuite, Jones a ainsi mis en valeur le basculement dans la vie des Frank : celui du passage à une liberté déjà bien malmenée par les nazis à une vie de réclusion de deux ans dans la cachette.

- La scène de l'arrestation a été imaginée aussi (Anne ne pouvant plus écrire).

Jon Jones a mis en scène un texte littéraire et est resté fidèle au texte mais il a aussi dû interpréter et imaginer des moments pour faciliter la lecture de son film.

#### *Anne Frank filmée par Jon Jones*

Dans des films précédents, Anne Frank était présentée comme « une sainte ». Ici, c'est une adolescente espiègle, colérique et émouvante qui est présentée. La jeune fille est en fait une adolescente en train de se construire et l'adaptation moderne du réalisateur Jones la rend très proche des jeunes gens d'aujourd'hui.

#### *Analyse du film*

##### *Étude d'une séquence*

- Les scènes de 00:50 à 08:36 : la fuite des Frank et l'installation définitive dans la cachette, deux scènes imaginées par le réalisateur

##### *Étude portant sur l'ensemble du film. Les conditions de vie des « enfermés »*

## Fiche professeur

### *Étude de scènes imaginées par le réalisateur (00:50 à 08:36) : la fuite des Frank et l'installation définitive dans la cachette*

**Remarque :** le déroulement de cet épisode (la fuite et l'installation dans la cachette) n'est pas évoqué dans le journal d'Anne Frank aussi longuement et de cette manière. Anne Frank ouvre son journal par des remarques sur sa vie, sa famille, son anniversaire, ses amis. C'est à la lettre du 8 juillet que l'on apprend que les Frank doivent fuir en raison des menaces qui pèsent sur Margot (lettre de convocation envoyée par les SS). Dans la lettre du 9 juillet 1942, Anne Frank relate leur fuite et la découverte de « l'Annexe ».

Le réalisateur Jon Jones a choisi d'ouvrir son film sur la marche précipitée des Frank dans les rues d'Amsterdam. La scène de fuite est entrecoupée de souvenirs familiaux. C'est donc une séquence imaginée par le cinéaste qui, même s'il s'est appuyé sur les écrits d'Anne Frank, a pu laisser libre cours à son imagination (en 1959, Georges Stevens, lui, a ouvert son film sur le retour du père d'Anne Frank du camp dans lequel il a été déporté).

La tension dramatique des scènes de cette séquence permet aussi de rendre compte des conditions de vie difficiles dans lesquelles vivaient les Juifs maltraités par les nazis. Ainsi la terreur et l'angoisse sont mises en scène ici, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de la cachette.

### *Analyse de la séquence choisie*

<b>Descriptions</b> <b>Les lieux ? Les personnes ? Leurs attitudes ? Les actions ?</b>	<b>Analyse filmique</b> <b>Remarques cinématographiques/interprétations</b>
<p><b>Scène d'ouverture (la rue)</b> Indication temporelle = 6 juillet 1942, à Amsterdam. Lieu : les rues sous une pluie battante (les passants semblent être des ombres qui tentent d'échapper au mauvais temps).</p> <p>Trois personnes qui marchent vite en baissant la tête (une jeune fille et deux adultes). On entend le bruit de leurs sur les pavés. On distingue rapidement leurs visages. Ils se serrent très fort.</p>	<p>Au départ, le réalisateur filme les trois personnes comme si elles essayaient de se faire plus petites. Les plans serrés sur leurs corps unis et les gros plans sur les visages inquiets renforcent cette impression de crainte.</p>
<p><b>Scène de l'anniversaire : 01:12</b> On se trouve dans un appartement confortable et agréable. Les membres de la même famille sont réunis autour de la plus jeune. Ils sont serrés là aussi, mais dans un climat de tendresse. La jeune fille ouvre ses cadeaux. C'est une scène de joie familiale. Anne reçoit le journal intime.</p>	<p>Changement brutal de lieu et d'époque (flash-back). Gros plan sur le visage d'Anne heureuse. Le resserrage sur la famille renforce l'idée d'un cocon familial où se mêlent amour et tendresse.</p>
<p><b>Scène de la réunion de famille et d'amis (01:47)</b> Les amis et d'autres membres de la famille sont réunis autour d'un film diffusé dans le salon. Il y a des enfants, des adolescents et leurs parents. On se tasse sur le canapé, on se serre.</p>	<p>La caméra filme le père qui regarde sa fille et les autres personnes. Il est debout, les autres assis : il est présenté alors comme l'œil bienveillant de la famille, le protecteur. Les couleurs orangé-sépie renforcent l'impression de douceur et de tendresse de la scène. Mais l'on comprend (indication temporelle) que l'on est dans le passé et que l'heure est à la nostalgie, celle du temps où les gens paraissaient heureux.</p>
<p><b>Scène dans la rue (02:16)</b> On est de nouveau dans la rue, toujours sous la pluie battante. Les bruits sont forts (klaxons, voiture, etc.).</p>	<p>Changements rapides d'images. Le temps des jours heureux (l'anniversaire) est fini. On bascule dans une</p>



<p>On peut identifier les personnages (Anna et ses parents). Ils sont effrayés, semblent marcher de plus en plus vite ; parfois, Anna paraît portée par ses parents. Ils réagissent au moindre bruit. Ils se retournent quand une porte claque. On remarque l'étoile jaune sur leurs manteaux.</p>	<p>réalité bien plus dure. Le réalisateur joue sur les plans d'opposition. Ils regardent tous les trois vers la porte. Impression voulue : derrière chaque porte un ennemi peut se cacher (un dénonciateur ? Un soldat ? Un nazi ?).</p>
<p><b>Scènes chez les Frank (02:26)</b> Anne raccompagne un jeune admirateur à la porte.</p>	<p>On se trouve chez Anne (flash-back). Plan d'opposition : images très différentes des précédentes où Anne et ses parents semblaient fuir quelque chose. Il y a un décalage entre le plaisir que ressent Anne (être « courtisée ») et la voix off (Anne raconte le sort des Juifs à Amsterdam).</p>
<p><b>Scènes (03:00 à 08:36) : la fuite des Frank</b> Au domicile des Frank, la mère d'Anna discute avec Margot, la sœur aînée (voix basses, regards inquiets). La famille ment dans un premier temps à Anna en lui parlant d'un ordre de mobilisation destiné à son père, alors qu'il s'agit d'une lettre de convocation pour Margot. On réagit au bruit de sonnette, aux bruits dans la rue. Le père parle de la cachette à Anna en restant très vague sur le lieu choisi. Le climat est celui de l'agitation. il faut se préparer (s'habiller le plus possible, prendre le principal, laisser le chat).  Les trois fuyards arrivent devant une porte : une femme leur ouvre. Anna est surprise. Un homme leur demande de garder le silence. La femme les accompagne jusqu'au pied d'un escalier raide et étroit. On apprend qu'elle s'appelle Miep, car M. Frank la remercie. Anna se retourne une dernière fois en direction de la femme. Elles échangent un long regard. La porte se referme.  Entrée dans la cachette. Margot est déjà là. On se trouve dans les combles des bureaux du père d'Anna. Elle découvre des objets qui se trouvaient dans leur appartement. Les attitudes des uns et des autres sont très différentes : Anna ne cesse de poser des questions, Margot est silencieuse, le père d'Anna tente d'apaiser tout le monde, la mère d'Anna est choquée et ne bouge plus. C'est le père qui la prend en charge.</p>	<p>Le rythme s'accélère (la musique monte). Les Frank semblent être observés par une caméra. Anna est au centre de l'image très souvent : tout semble graviter autour d'elle, elle est perdue et ne contrôle rien (impression que tout lui échappe, elle semble traquée).  Les gestes sont rapides mais précis, chacun (sauf Anna) sait ce qu'il doit faire comme si les mouvements avaient été répétés.  Il y a désormais une coupure entre l'extérieur et leur cachette, entre la vie d'avant et l'inconnu. La caméra fixe en gros plan Miep : elle représentera le maillon vital entre les Frank et la vie. C'est elle, entre autres, qui détient la clef de leur réussite.  La caméra filme le père en train de manipuler la mère, tétanisée, comme si elle était une marionnette.</p>
<p><b>Conclusion</b> En un peu plus de 8 minutes, on suit la fuite des Frank, de leur domicile jusqu'à leur cachette. C'est une séquence très rythmée : les moments de fuite – signes de tension et de frayeur – alternent avec des moments de calme et de tendresse familiale. Le réalisateur a réussi à montrer ce qu'Anne Frank avait exprimé dans son journal : l'impression d'avoir été arrachée à une vie normale, celle d'une adolescente qui ne pensait alors qu'à sa personne. Les scènes de rue rappellent comment les Juifs ont été pourchassés et dans quelle crainte ils vivaient. Les personnages sont souvent unis, serrés les uns contre les autres : ils fuient comme des bêtes traquées qui, par instinct, tentent de se réfugier quelque part. Le réalisateur a filmé ici la survie. Le décalage est important entre un père qui a tout prévu depuis longtemps, qui a organisé sa fuite et qui mesure les dangers, et une mère et sa fille qui se laissent entraîner. Elles subissent le danger, elles ne sont pas en état d'anticiper. À 08:36, on entre dans un huis clos, une prison, dont seuls les détenus et quelques complices ont la clef.</p>	

**Fiche élève 1**

*Étude de scènes imaginées par le réalisateur (00:50 à 08:36) : la fuite des Frank et l'installation définitive dans la cachette*

Repérez les différents moments de la séquence. Notez-les dans une frise (les éléments en rouge indiquent des éléments de réponses attendus).

Scène dans la rue	Scène de l'anniversaire chez les Frank	Scène dans la rue	Scène chez les Frank : la visite du jeune homme	Scène de la fuite et de l'installation dans la cachette
-------------------	--	-------------------	---	---

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Que ressentent les personnages aux différents moments des scènes ? Indiquez sur les pointillés de la frise les sentiments.

Exemples : terreur – joie – surprise – angoisse – bonheur – peur...

Entourez les moments de calme, de tendresse, en rouge, et les moments de crainte en noir.

Quelles couleurs et quels sons (musique, bruits) peuvent être associés avec les différents moments de la séquence ? Suivez l'exemple donné sous la frise.

Quels plans ou angles de vue ont été choisis par leur réalisateur ?

Ci-dessous les principaux plans utilisés au cinéma (source : [www.ac-reims.fr/ia51/artsvisuels/IMG/pdf/chap1\\_Vineyard.pdf](http://www.ac-reims.fr/ia51/artsvisuels/IMG/pdf/chap1_Vineyard.pdf)).

Plan d'ensemble

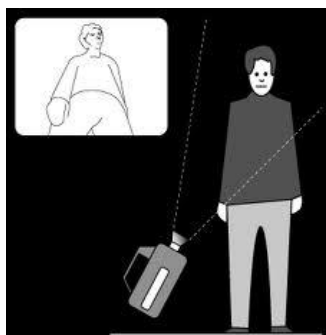
Plan moyen

Plan américain

Plan rapproché épaule

Gros plan

Plan très serré



Angle : vue contre-plongée



Angle : vue en plongée

En vous aidant des illustrations ci-dessus, reliez à l'aide d'une flèche le type de plan ou d'angle de vue à sa description.

Plan ou angle	Description
1. Plan américain	A. Filmer à courte distance les personnages à partir des épaules
2. Vue en plongée	B. Filmer les personnages à partir de leurs cuisses jusqu'à la tête
3. Plan rapproché épaule	C. Filmer les personnages dans leur décor
4. Plan moyen	D. Filmer les personnages d'en haut

Sous les images extraites du film ci-dessous, indiquez les plans choisis (*Images Courtesy of Darlow Smithsonian Productions*).



Image 01:20



Image 02:21



Image 07:47

À l'aide du film et de vos connaissances, répondez aux questions suivantes.

Quelles interdictions subissent les Juifs aux Pays-Bas ?

Quel événement pousse les parents d'Anne à quitter leur appartement ?

Les Frank ont-ils prévenu d'autres personnes ? Si oui, lesquelles ?

À partir de l'étude de cette séquence et de vos connaissances, rédigez un paragraphe construit pour expliquer les conditions de vie des Juifs aux Pays-Bas durant l'occupation nazie.

## Fiche élève 2

*Étude portant sur l'ensemble du film : les conditions de vie des « enfermés »*

Visionnage du film en entier (visionnage partagé entre le français et l'histoire, 1 heure environ par matière) ou après visionnage d'extraits choisis (en cours d'histoire). On peut aussi avoir une présentation en 3D (et en anglais) de l'annexe sur [www.annefrank.org/en/Subsites/Home/Enter-the-3D-house/#/house/20/](http://www.annefrank.org/en/Subsites/Home/Enter-the-3D-house/#/house/20/).

Les élèves doivent chercher les principaux thèmes abordés dans le film. Collectivement ou individuellement, ils doivent classer ces thèmes (ex. : alimentation, logement, etc.).

Les élèves inscrivent ensuite ces idées dans un tableau (voir ci-dessous).

À partir de ce tableau, ou d'une carte mentale, les élèves doivent rédiger un paragraphe construit pour expliquer les conditions de vie des habitants de la cachette.

<b>CONDITIONS PHYSIQUES, MATÉRIELLES</b>	
<b>L'hébergement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La cachette se trouve au-dessus du <b>bureau</b> du père d'Anne. Le silence doit être absolu de 8 heures à 13 heures environ et de 14 heures à 18 heures, car les employés se trouvent en bas.</li> <li>• Aménagement de chambres et de pièces (des mois avant l'installation définitive) : lits, mobilier de récupération, linge de maison.</li> <li>• Des <b>rideaux</b> ont été posés pour masquer tout rayon de lumière ou ombre : il ne faut pas être vu des voisins.</li> <li>• <b>Répartition des pièces</b> (voir le plan de la maison). = <b>promiscuité</b>, partage de la petite salle de bain, <b>intimité</b> réduite.</li> <li>• Anne a décoré sa chambre avec des affiches de cinéma.</li> <li>• Cachette très chaude l'été (étages supérieurs) et froid l'hiver.</li> <li>• Un des complices des Frank a fabriqué une <b>bibliothèque mobile</b> qui cache l'accès à la cachette. Cette bibliothèque représente un rempart contre l'extérieur. Elle est amovible (signe d'une liberté possible, moyen de passage des visiteurs complices), mais elle symbolise aussi ce qui les sépare de la vie extérieure.</li> </ul> <p><b>Conclusion</b> : les Frank ont su rendre cette cachette habitable en aménageant des pièces avec soin et goût. Anne souligne plusieurs fois qu'ils ont beaucoup de chance par rapport aux autres Juifs ou aux autres habitants qu'elle aperçoit de sa fenêtre (certains n'ont plus de maison, ou d'autres ont vu leurs maisons détruites par les bombardements).</p>
<b>L'hygiène (soins, sanitaires, etc.)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Salle de bains</b> partagée par tous (des horaires sont aménagés). Un baquet est utilisé pour prendre un bain (chaque membre de la cachette le transporte dans la pièce qui lui convient).</li> <li>• Difficultés pour se procurer au marché noir des <b>médicaments</b> contre la toux, la fièvre, etc.</li> <li>• Les <b>toilettes</b> communes ne peuvent être utilisées la journée (sinon bruits) ; les pots de chambre sont utilisés.</li> <li>• Albert Dussel (Pfeffer), dentiste de profession, soigne les dents des habitants de la cachette (avec les moyens du bord).</li> <li>• <b>L'habillement</b> : on récupère, on recoud, on se prête les habits, on achète au marché noir.</li> </ul>
<b>L'alimentation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cette question occupe la plus grande partie de la vie des « enfermés » : la crainte de manquer, de perdre de la nourriture, faire des réserves, etc.</li> <li>• La peur que quelqu'un remarque le transport de nourriture pour huit personnes ; la crainte qu'un des résistants qui obtient les tickets de rationnement soit arrêté.</li> <li>• La peur de ne pas voir Miep trouver de quoi manger : elle utilise des <b>tickets de rationnement</b> achetés au <b>marché noir</b>, elle achète des produits chez quelques marchands qui ne posent pas trop de questions, etc.</li> <li>• Il y a des semaines où les produits sont plus variés et nombreux ; d'autres semaines où les « enfermés » doivent manger le même aliment (soupe aux choux, haricots, etc.) en raison des <b>pénuries</b>. Ils ne mangent pas toujours à leur faim.</li> <li>• L'alimentation est une <b>obsession</b> : la scène où Miep raconte le mariage de son cousin (les habitants lui demandent de raconter le menu de A à Z : ils salivent en l'écoutant).</li> </ul>

<b>L'ORGANISATION DU TEMPS</b>	
<b>Les loisirs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lire les journaux, des romans.</li> <li>• Écrire.</li> <li>• S'aventurer dans les bureaux les week-ends, quand il n'y a pas d'employés.</li> </ul>
<b>Les activités nécessaires à la vie quotidienne</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coudre, fabriquer des rideaux, des draps.</li> <li>• Nettoyer, faire les repas, la vaisselle.</li> <li>• Mettre en conserve, en pots.</li> </ul>
<b>Les activités scolaires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Anne et sa sœur, puis Peter, étudient durant les deux ans de captivité (maths, néerlandais, histoire, etc.). Les parents veillent à ce qu'elles travaillent tous les jours. <b>L'éducation</b> est aussi au centre des préoccupations.</li> </ul>
<b>LES LIENS AVEC L'EXTÉRIEUR</b>	
<b>Les complices, les personnes extérieures</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Otto Frank avait informé quelques employés de leur projet : M. Kleiman, V. Kluger, la secrétaire Miep Gies et Bep sont les complices : ils ont permis aux Frank de se cacher pendant deux ans. Ils viennent régulièrement apporter des choses (radio, journaux, couvertures, etc.). Deux d'entre eux vont tomber malades. Ils informent les Frank de la situation extérieure (<b>nouvelles du front, de la guerre, de la situation des Juifs en général, et à Amsterdam en particulier</b>).</li> <li>• Miep est celle qui vient le plus souvent : elle leur donne des nouvelles des uns et des autres (on sait qu'elle ne dit pas tout). Elle les informe de la situation économique, politique. Elle transporte des <b>vivres, des lettres</b>. Elle est le lien vital avec l'extérieur.</li> <li>= ces protecteurs apportent des vivres et des vêtements mais aussi un grand <b>soutien moral</b>.</li> </ul>
<b>La radio, la presse</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les « enfermés » écoutent <b>Radio Orange</b> (radio diffusée de Londres pour les Néerlandais sur <b>la BBC</b>), une radio résistante.</li> <li>• La radio est le lien vital avec le monde et la guerre. Les « enfermés » écoutent les <b>actualités</b>, les discours, les nouvelles et les commentent. On alterne entre espoir et désespoir.</li> <li>• La radio représente aussi un point de repère chronologique : le père d'Anne suit les avancées des troupes alliées sur une carte en écoutant les informations données sur les ondes.</li> <li>• La radio permet aussi de connaître <b>le sort des Juifs</b> dans toute l'Europe : arrestations et déportations.</li> </ul>
<b>Les fenêtres, les portes</b>	<p>Anne apprécie ces moments où elle peut regarder par la fenêtre. Celle du « séjour » donne sur <b>l'horloge d'une église</b> (le carillon apaise Anna, alors qu'il stresse sa mère). Leur vie est réglée sur l'heure de l'église. <b>La fenêtre des combles</b> : Anna se sent plus libre dans cet espace, isolée, elle qui recherche l'intimité. Il y a les fenêtres des portes des bureaux : Anna peut s'y rendre le week-end, quand il n'y a pas d'employés. Elle jette un oeil derrière le rideau et regarde la rue (elle voit les gens vivre en temps de guerre, les malheureux, les nazis, les enfants orphelins, les passant pressés, etc.). Anna est capable de mesurer les tensions liées à la guerre rien qu'en observant les attitudes des gens dans la rue.</p> <p><b>La porte amovible</b> qui sépare les bureaux de la cachette représente la liberté qu'ils n'ont plus : ils dépendent d'une tierce personne pour pouvoir l'ouvrir. Elle est à la fois leur rempart contre l'opresseur mais aussi leur porte de prison. C'est par cette porte que les complices viennent (Anna dit qu'elle sent sur eux le vent, les odeurs de l'extérieur).</p>
<b>LE MORAL, LES SENTIMENTS</b>	
<b>Les sentiments négatifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Liés au fait d'être enfermé : la <b>peur</b> d'être surpris, la terreur lorsqu'il y a des bruits suspects, la crainte d'être dénoncés ou qu'un de leurs complices soit arrêté, la <b>lassitude</b>, le manque de liberté, la peur de mourir (arrestation, bombardements de plus en plus fréquents). Les « enfermés » se sentent protégés dans leur cachette mais ce lieu les terrifie aussi, car ils peuvent être surpris à tout moment.</li> <li>• Liés à la promiscuité : supporter le caractère des uns et des autres, les <b>tensions</b>, les disputes, etc.</li> <li>• Liés au temps qui passe : le temps est une des obsessions des habitants de la cachette. Il est organisé en fonction du travail des employés de l'entrepôt, en fonction des désirs des uns et des autres, en fonction de la vie collective (repas, bain, travaux ménagers). Le temps durant lequel ils sont enfermés est lié aux événements historiques (la guerre, l'avancée des Alliés, etc.).</li> </ul>
<b>Les sentiments positifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le renforcement des liens familiaux, la <b>solidarité</b> dans certains moments de doute et de peur.</li> <li>• Le sentiment d'être épargné par l'horreur extérieure.</li> <li>• <b>L'espoir</b> de sortir un jour.</li> <li>• L'amour (envers sa famille, le jeune homme).</li> </ul>

## Le Tombeau des lucioles d'Isao Takahata

### Une guerre d'anéantissement vue par des enfants

Un film d'animation japonais, 1988, VF, d'après une nouvelle d'Akiyuki Nosaka. 1 h 25 min

#### Remarques générales pour les enseignants

L'étude de ce film entre parfaitement dans le nouveau programme de 3<sup>e</sup> (thème 3 : La Seconde Guerre mondiale, une guerre d'anéantissement [1939-1945]). Le contexte historique du film est la guerre dans le Pacifique, qui peut être un des axes choisis par l'enseignant pour aborder la Seconde Guerre mondiale. En amont, le professeur s'appuie sur les cartes montrant les différents espaces touchés par le conflit et les différentes phases de la guerre.

L'étude du film peut être intégrée au travail mené en histoire des arts.

#### Un film d'animation adapté d'un roman

- *La Tombe des lucioles* est un roman autobiographique écrit en 1967 par l'un des écrivains les plus importants dans le Japon de l'après-guerre. Nosaka a vécu l'enfer de la guerre et il a décrit dans ce roman le quartier de son enfance, les maisons.

L'auteur raconte l'histoire de deux enfants Seita (14 ans) et sa sœur Setsuko (4 ans) qui se retrouvent seuls, sans parents, dans la ville de Kobé complètement dévastée par les bombardements aériens américains multiples. Au décès de leur mère, victime d'un de ces raids aériens, Seita doit prendre en charge sa petite sœur. On suit le périple douloureux de ces deux enfants qui doivent trouver de quoi se nourrir dans un Japon qui subit le blocus américain. Malgré les horreurs de la guerre, les enfants continuent à rêver et à jouer. La guerre est omniprésente : l'auteur a vécu ces moments tragiques. Il a écrit ce roman pour montrer ce qu'il a vu, pour dénoncer les crimes engendrés par le nationalisme japonais et les offensives ennemies. Le livre est fort car il montre à la fois les comportements parfois inhumains des adultes et l'infinie tendresse qui lie Seita à Setsuko. Les enfants débrouillards sont unis dans la difficulté mais les espoirs vont s'évanouir au fil des semaines.

Le style de Nosaka se caractérise par l'utilisation d'un langage populaire, presque argotique : le lecteur se sent proche du peuple. Les phrases sont longues, avec peu de ponctuation.

Nosaka a obtenu de nombreux prix littéraires au Japon. Il a refusé toute adaptation de son roman au cinéma, mais a accepté que Takahata produise un film d'animation.

- Le film d'animation *Le Tombeau des lucioles* est un film de Takahata, né en 1935.

Isao Takahata a étudié la littérature française à l'université de Tokyo. En 1959, il rejoint le studio d'animation Toei et réalise son premier long métrage : *Horus, le prince du soleil*. Il travaille sur de nombreux films avec Hayao Miyazaki. Ensemble, ils réalisent une trilogie, *Heidi, Marco et Anne. La maison aux pignons verts*, entre 1971 et 1979. Quelques années plus tard, Takahata rejoint Miyazaki au studio Ghibli, très réputé au Japon. En 1981, Takahata réalise le long métrage *Kié, la petite peste*, et en 1988, *Le Tombeau des lucioles*.

Takahata ne dessine pas lui-même : il dirige. Il multiplie les expérimentations dans le domaine de l'animation. Pour *Mes voisins les Yamada*, il a utilisé l'ordinateur pour obtenir l'effet d'aquarelle.

#### Un film qui a pour cadre temporel la Seconde Guerre mondiale

*Le Tombeau des lucioles* est un film réaliste car le réalisateur s'est appuyé sur le témoignage d'Akiyuki Nosaka qui a vécu l'expérience douloureuse de la guerre. Il est donc bien une représentation documentée de cette période de l'histoire.

#### Résumé du conflit

Depuis les années 1930, le Japon mène une politique impérialiste (de domination) car il souhaite soumettre toute l'Asie et la contrôler. La Chine est envahie et reçoit alors l'aide de l'URSS. Le Japon entre en Mongolie en 1939. En 1945, les Japonais veulent envahir la Sibérie. L'URSS intervient alors



directement. La France et le Royaume-Uni, qui ont des colonies en Asie, craignent cette avancée japonaise. Le Japon a déjà envahi l'Indochine française en 1941. Les États-Unis, alliés des Britanniques et des Français, soumettent alors le Japon à un embargo sur le pétrole (pour empêcher des bateaux de sortir). En décembre 1941, les Japonais attaquent une base militaire américaine, Pearl Harbor, puis envahissent la Malaisie et les Philippines. Plus tard, le Japon s'installe en Indonésie, au nord de l'Australie et dans les archipels du Pacifique, ainsi qu'en Birmanie. De 1942 à 1945, la situation militaire japonaise se dégrade dans le Pacifique. Plusieurs défaites font reculer les Japonais. En Chine, le conflit s'enlise. En 1945, à la suite des bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, le Japon capitule.

### Les bombardements sur le Japon

Des bombardements massifs destructeurs : les États-Unis bombardent le Japon entre 1942 et 1945. Vers la fin de la guerre, plus de 67 villes japonaises sont détruites, causant la mort de 500 000 personnes. Plusieurs millions de personnes sont à la rue. Les bombes visaient les zones urbaines industrielles.

Après six mois d'intenses bombardements, le président américain autorise les attaques nucléaires : le 6 août 1945, une bombe tombe sur Hiroshima puis le 9, sur Nagasaki. On estime aujourd'hui que le nombre de morts s'élèverait à plus de 200 000 morts. Les conséquences sur les populations civiles sont nombreuses : irradiations, brûlures, cécité, etc.

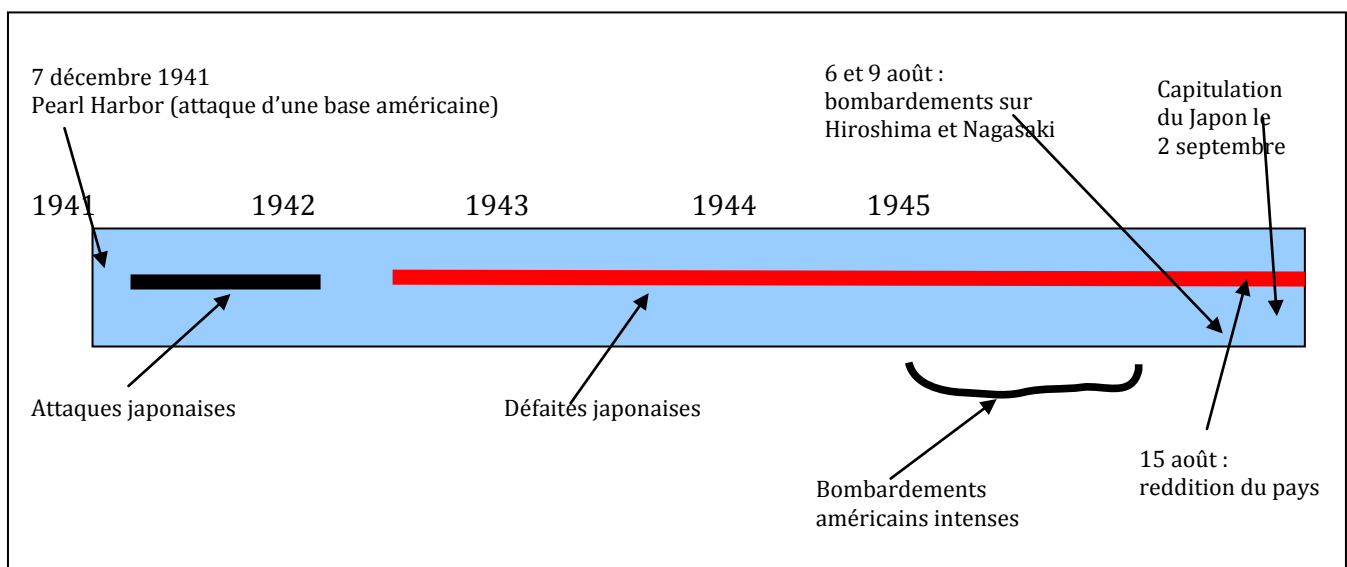
Kobé (citée dans le film) est l'une des villes bombardées au napalm pendant la guerre. Le premier raid avec des bombes incendiaires a lieu sur la ville de Kobé le 3 février 1945. Le « succès » de cette attaque encouragea l'Air Force à continuer dans cette direction. D'autre part, la défense antiaérienne japonaise n'a alors presque plus les moyens de riposter.

## Activités

En classe, faire compléter une frise chronologique par les élèves afin qu'ils aient une vision claire de la situation du Japon pendant la guerre.

### Complétez la carte en plaçant au bon endroit les événements suivants :

- capitulation du Japon le 2 septembre 1945
- défaites japonaises entre 1942 et 1945
- attaque de la base américaine Pearl Harbor le 7 décembre 1941
- reddition du Japon : 15 août 1945
- 6 et 9 août 1945 : bombardements sur Hiroshima et Nagasaki
- victoires japonaises entre 1941 et 1942



## L'analyse du film

Des enfants mourant de malnutrition : scène d'ouverture (00:00-02:10)

Après avoir visionné cet extrait, complétez le tableau suivant.

	Descriptions		Remarques cinématographiques/ explications possibles
	Les images	Le contenu des dialogues et des paroles	
<b>Le personnage principal</b>	<p>On voit un jeune homme de couleur rouge et en uniforme qui regarde un jeune homme assis par terre, appuyé contre une colonne : il est dépenaillé, sale, la tête baissée, le regard vide, la respiration est difficile. État très affaibli.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le garçon finit par s'écrouler ; une mouche se pose sur sa joue.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>« La nuit du 21 septembre 1945, je suis mort... » (première phrase du film).</li> <li>Le jeune homme affaibli murmure un prénom : « Setzuko ».</li> </ul>	<p>On comprend que le jeune homme en rouge est le garçon appuyé contre le pilier de la gare. Il se voit en train de mourir. Le fond rouge est assimilé à la mort.</p> <p>La première phrase du film est très violente : on bascule tout de suite dans la mort. La voix off (la voix du garçon) donne l'impression d'une description froide. On assiste à l'agonie d'un enfant.</p>
<b>Le lieu</b>	Lieu très passant (les gens marchent vite).	On entend des bruits de train au loin et les pas des gens.	
<b>L'attitude des passants</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plan plus large en plongée sur le jeune homme. On est sûrement dans une gare (beaucoup de passages). Les gens semblent presque tous indifférents, ou alors dégoûtés.</li> <li>Cadrage au niveau du sol : on voit les pieds d'une femme qui dépose de la nourriture.</li> <li>Un employé de la gare le touche avec un bâton et le secoue.</li> <li>Les hommes fouillent les corps pour trouver des objets.</li> </ul>	<p>Les passants prononcent des mots violents par rapport à la scène horrible à laquelle on assiste (l'agonie du jeune homme) : on entend : « vermine », « quelle saleté ! », « il est mort ? »... « Les Américains vont arriver... on ne peut pas laisser ça ! »</p> <p>On entend un cri d'enfant appelant sa mère.</p> <p>L'employé dit : « Encore un ! », « Lui aussi, c'est bientôt son tour ! »</p>	<p>Les plans serrés sur le visage et le corps du garçon mettent en valeur la souffrance et l'agonie.</p> <p>Plan large en plongée pour montrer la foule des passants. Le corps du garçon semble tout petit.</p>

À partir du tableau, répondez à la question suivante : « Pourquoi cette scène d'ouverture est bouleversante ? »

Scène d'ouverture dramatique et choquante. Il y a un décalage entre l'horreur des images (des enfants mourant) et les propos très triviaux des passants, sans aucune émotion. Les gens semblent habitués à la mort. Les faibles embarrassent les vivants (on se soucie avant tout de la venue des Américains). D'emblée, le réalisateur plonge le spectateur dans la dureté de la guerre, ses atrocités.

Subir les bombardements (04:28-15:25)

Complétez le tableau ci-dessous après avoir visionné les extraits.

	Descriptions	Remarques cinématographiques/ explications possibles
<b>Les raids aériens (intensité, déroulement, etc.)</b>	<p>Les avions lancent des torches sur les maisons qui prennent feu. Explosions.</p> <p>Les avions volent en escadrilles.</p> <p>Les torches tombent de plus en plus.</p> <p>Au loin, on voit les incendies qui rampent et qui ont dévasté toute la ville. Les torches ont désormais touché le sol. La lumière de couleur rouge/jaune forme une bande continue = ampleur des incendies.</p>	<p>Les avions sont filmés tantôt d'en haut (en plongée), tantôt d'en bas (contre-plongée). Ils apparaissent comme formant des essaims de guêpes.</p> <p>Une image en contre-plongée révèle la chute de milliers de torches. Le danger vient bien du ciel.</p>
<b>Attitude :</b> - des adultes - des enfants	<p><b>03:00-04:34</b> : Deux enfants sont dans un train vide (on ne sait pas encore où ils se rendent). On dirait un train fantôme. Ils regardent au loin cette nuée de lumières qui semblent être des torches tombant du ciel.</p> <p><b>04:34-04:45</b> : Les populations sont vues du ciel (les habitants ont l'air d'insectes qui courent et qui fuient). Les habitants se mettent à l'abri en emportant ce qu'ils peuvent. Un homme en uniforme semble gérer difficilement la situation : il crie dans un mégaphone. = panique, peur. Même les hommes responsables de la sécurité sont débordés.</p> <p><b>04:49-06:10</b> : Un jeune homme cache de la nourriture dans un trou. On reconnaît le héros. On découvre sa famille (la mère et la petite sœur. Père absent, seule une photo le montre en uniforme : parti au combat ? mort ?). On comprend vite que le jeune homme veille sur elles (il se soucie de la santé de sa mère). La famille a l'habitude des alertes car ils accomplissent les gestes rapidement, presque calmement.</p> <p><b>06:10-07:39</b> : Les personnages écoutent avec inquiétude le sifflement qui se renforce. Ils s'inclinent au point de s'agenouiller presque et fixent le ciel comme si quelque chose allait tomber sur eux.</p> <p>Enfants tétanisés dans la rue, au moment des explosions : les deux héros semblent pris au piège.</p> <p><b>07:39-09:03</b> : Scènes de chaos. Les habitants fuient en criant, courant dans tous les sens. Les héros sont bousculés par les adultes qui tentent de se mettre à l'abri. À part Seita et Setzuko, on ne voit pas d'autres enfants. Les rues sont barrées ou bloquées par la foule. On voit furtivement le travail presque impossible des pompiers qui tentent d'éteindre les incendies.</p> <p>La séquence s'achève sur les héros s'abritant sous un tunnel. La petite fille est pétrifiée, son frère épuisé par sa course folle.</p>	<p>Flash-back : on voit les deux enfants à bord d'un train. La couleur dominante est le rouge (le danger ? la mort ?). On comprend que l'on va suivre leur histoire.</p> <p>Plan suivant : lumière violente (passage de la nuit à la journée).</p> <p>Le garçon est montré très actif : il court partout (pour prendre des affaires, pour s'occuper de sa petite sœur, pour fuir). Il traverse la maison dans tous les sens, les rues, etc.</p> <p>Les enfants semblent figés au milieu des adultes qui courent en sens inverse.</p>
<b>Conséquences des raids</b>	<p>Bilan humain</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombreux morts : corps allongés sur le sol, brûlés.</li> <li>• Des blessés errent dans les rues après les raids.</li> </ul>	<p><b>14:00</b> : Seita découvre sa mère allongée sur le sol. Plan terrible sur la mère. Elle est</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Peu de moyens pour soigner les blessés : les dispensaires de fortune sont construits.</li> <li>• Des sans-abri attendent sur le bord des routes.</li> </ul> <p>Bilan moral</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Scènes de détresse (des pleurs de femmes), cris des adultes et des bébés.</li> <li>• Les familles sont séparées, déchirées : exemple de Seita.</li> <li>• Un homme seul hurle « Vive l'empereur » en brandissant son sabre sous les yeux des témoins.</li> </ul> <p>Bilan matériel</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Paysages dévastés = on dirait que tout a été réduit à néant.</li> <li>• Les villes sont détruites (les enfants reconnaissent difficilement les lieux).</li> <li>• Il n'y a plus de transports en commun.</li> </ul>	<p>méconnaissable. Couverte de bandeaux ensanglantés, elle respire très mal. Elle agonise. On découvre le corps après coup : le réalisateur a d'abord filmé chaque membre du corps meurtri pour renforcer l'impression d'un corps disloqué.</p> <p>Plan large sur les paysages : on mesure les conséquences des bombardements (vision d'un no man's land).</p>
--	--

Comparez une photographie de Kobé, une image extraite du film avec un extrait de la nouvelle de Nosaka.

**Document 1 :** Kobé après un bombardement américain en 1945  
(joindre à ce texte une photographie d'archives d'un bombardement sur le Japon extraite d'un manuel)

Le 17 mars 1945, 331 bombardiers américains B-29 ont attaqué la ville de Kobé. Plus de 8 000 personnes ont été tuées. Une tempête de feu a balayé la ville. Près de 21 % de la région a été détruite. Plus de 650 000 personnes ont perdu leurs maisons. Au mois de juin, Kobé a été encore bombardée. Les bombes incendiaires ont détruit 11 km<sup>2</sup> de la ville. Les lieux stratégiques comme le port, les industries, les mines navales, les aérodromes, les chemins de fer sont visés lors de ces bombardements.

**Document 2 :**  
Image extraite du film (11:28)

**Document 3 :**  
Extrait du roman de Nosaka

« De là-haut, les deux Écoles des Patriotes de Mikage, ainsi que la salle des fêtes municipale semblaient si proches qu'on eut cru qu'elles avaient marché dans leur direction ; les chais à saké, les baraquements de l'armée, qui plus est la caserne des pompiers et le bois de pin, tout avait disparu, et le talus de la voie ferrée Hanshin était là maintenant juste devant eux ; sur la nationale, trois voitures de tramway venues d'échouer à la queue leu leu, et sur toute la pente de la ville, des décombres qui semblaient s'étendre jusqu'au pied du mont Rokkô, puis tout au bout, l'horizon voilé par la fumée, car il en jaillissait, encore, de la fumée et des flammes, en quinze ou seize endroits... une déflagration déchira l'air ! Bombe qui n'avait pas explosé ? Bombe à retardement ? [...] il reprit sa marche en haut de la digue, avec sur sa droite les ruines calcinées de trois bâtiments, la gare qui n'était plus qu'une carcasse, et le sanctuaire plus loin, rasé de fond en comble à l'exception de son bassin d'eaux [...] »

Source : Akiyuki Nosaka, *La Tombe des lucioles*, Éditions Philippe Picquier-Unesco, p. 32-33

**Répondez aux questions suivantes.**

- La photographie du document 1 est (entourez la bonne réponse) :
  - une image de fiction
  - une image d'archives
  - une image reconstituée
  
- Pourquoi l'auteur dit-il que « les deux Écoles des Patriotes de Mikage, ainsi que la salle des fêtes municipale semblaient si proches qu'on eut cru qu'elles avaient marché dans leur direction » ?

*La force des bombardements a comme déplacé les bâtiments, elle les a renversés. Seita a l'impression qu'ils se sont déplacés.*

- Dans le texte du document 3, quel(s) mot(s) montre(nt) la violence des bombes ?

*Déflagration, décombres.*

- Quel(s) mot(s) ou expression(s) montrent que les bombardements ont réduit presque tous les paysages à néant ?

*Carcasse, rasé de fond en comble, ruines calcinées.*

- Quel lieu est évoqué dans le document 1, et directement cité dans le document 3 ? (surlignez le mot dans les deux textes).

*La gare.*

- Pourquoi, à votre avis, ce lieu est-il particulièrement visé par les attaques en temps de guerre ?

*C'est un lieu stratégique pour le ravitaillement des populations civiles et des soldats et pour le transport des armes.*

**Comparez les trois visions des bombardements présentées par les documents en complétant le tableau ci-dessous.**

Photographie .....	Image du film : image de .....	Descriptions extraites de la nouvelle
<i>Maisons détruites. Ruines. Quartiers méconnaissables. Des passants errent dans les rues. On devine l'importance du souffle des bombes.</i>	En second et en arrière-plan, on distingue des ruines. Le bombardement est récent car de la fumée et des cendres volent encore. Paysage proche du néant. Personnages assistent à la scène, figés.	L'auteur insiste sur la fumée, le feu, les flammes. C'est le chaos : transports en commun renversés, laissés à l'abandon, bâtiments soufflés par les bombes. On imagine le bruit effrayant des bombes et des « déflagrations ».
Les trois visions des bombardements sont très proches, on y retrouve des éléments communs : visions de vide, de néant, associées aux flammes et à la fumée. Les images du film très donc très réalistes : elles croisent les informations tirées des images d'archives et les sentiments vécus par l'auteur au moment de la guerre. Le réalisateur s'est en plus documenté pour concevoir les scènes d'après-bombardement.		

Vivre et survivre à l'arrière en temps de guerre

Complétez le tableau suivant après avoir visionné le film.

	Informations tirées du film
<b>Conditions de vie des civils : rationnement, pénurie, etc.</b>	On comprend que la population subit la pénurie (portions de riz distribuées en fonction de l'âge et de la participation à l'effort de guerre) : la tante répète plusieurs fois combien il est difficile de trouver à manger. La nourriture est réquisitionnée par l'armée. Dans les dispensaires, on distribue des rations (quelques biscuits).
<b>Attitude des adultes</b>	Une grande partie des adultes que croisent les enfants sont peu humains : la tante, le médecin, l'homme qui tape Seita, les hommes à la gare, n'aident guère les enfants. Rares sont ceux qui les aident (le paysan quand il le peut, le policier, la cousine, etc.). La plupart des adultes semblent préoccupés par leur survie personnelle. Certains font preuve d'un nationalisme sans faille : la tante, l'homme qui crie « Vive l'empereur ».
<b>Problème de l'eau</b>	Les gens sont obligés de prendre l'eau de la mer et de la dessaler pour se procurer de l'eau potable (scènes au bord de la plage).
<b>Les cultures</b>	Les habitants et les paysans cultivent tout l'espace possible : les routes sont longées par des champs.

<b>Conditions de vie des deux enfants</b>	<p>Au départ, les enfants ont récupéré la nourriture que Seita avait cachée dans la terre près de sa maison.</p> <p>Les enfants, accueillis très froidement par leur tante, ont moins de quantité de nourriture car ils ne participent pas à l'effort de guerre (paroles de la tante).</p> <p>Très vite, ils manquent de nourriture : Seita doit vendre des choses (des habits par exemple). Il va chercher de l'argent laissé par ses parents à la banque.</p> <p>Au fil du film, Seita se met à voler de la nourriture (surtout après le départ de chez leur tante) : dans les champs, les maisons laissées vides lors des alertes. Il vole la nuit et le jour. Il se fait prendre une fois (battu par l'homme qui le conduit chez un policier).</p> <p>Seita se débrouille en attrapant des grenouilles qu'il fait sécher ou en cueillant des plantes sauvages.</p> <p>La santé de Setzuko se dégrade : à la faim s'ajoutent les problèmes de peau. Elle est déshydratée et sous-alimentée (le médecin est très peu bienveillant). Elle a vidé sa boîte de bonbons.</p> <p>L'agonie de la petite fille occupe une grande part de la fin du film : elle est victime de diarrhées, de vertiges. Elle n'a plus la force de se nourrir.</p>
---	--

À partir de vos réponses inscrites dans le tableau, vous composerez une réponse organisée répondant à la question suivante : « Comment survivre en temps de guerre à l'arrière ? »

## Sitographie et bibliographie

- [www2.cndp.fr/TICE/teledoc/dossiers/dossier\\_lucioles.htm](http://www2.cndp.fr/TICE/teledoc/dossiers/dossier_lucioles.htm)  
Sur le site du CNDP, un très bon dossier réalisé par Anne Henriot, professeur de lettres et de cinéma au lycée Eugénie-Cotton de Montreuil (93).
- [www.butu-connection.net/films](http://www.butu-connection.net/films)  
Sur le site Butu Connection, une très bonne analyse du film.
- Deux récits romancés sur le thème de la survie au Japon dans l'immédiat après-guerre :
  - Kaito Takeshi, *L'Opéra des gueux*, Arles, P. Picquier, coll. « Picquier poche », n° 55, 1996 ;
  - Nakasawa Keiji, *Mourir pour le Japon : la véritable histoire d'une famille anéantie par Hiroshima*, Paris, Albin Michel, 1990, 284 pages.
- Abbad Francis, *Histoire du Japon. 1868-1945*, Paris, Armand Colin, coll. « Cursus. Histoire », 1999, 192 pages.
- Garçon François, *La Guerre du Pacifique*, Bruxelles, Casterman, coll. « XX<sup>e</sup> siècle », 1997, 128 pages.
- Rafaelli Luca, *Les Âmes dessinées : du cartoon aux mangas*, Paris, Dreamland, coll. « Image par image pocket », 1996, 176 pages.
- « L'animation et le réel », entretien avec Isao Takahata sur *Le Tombeau des lucioles*, revue *Positif*, n° 425-426, juillet-août 1996.



## Ressources

### Ouvrages

- Azéma Jean-Pierre, Wiewiorka Olivier, *Vichy, 1940-1944*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », n° 68, 2004, 374 pages.
- Cointet Michèle et Jean-Paul (dir.), *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*, Paris, Tallandier, coll. « Dictionnaires », 2000, 736 pages.
- Corcy Stéphanie, *La Vie culturelle sous l'Occupation*, Paris, Perrin, coll. « Pour l'histoire », 2005, 404 pages.
- Gayme Evelyne, *Les Prisonniers de guerre français. Enjeux militaires et stratégiques (1914-1918 et 1940-1945)*, Paris, Economica, coll. « Campagnes & stratégies », 2010, 185 pages.
- Pontaut Jean-Marie, Pelletier Éric, *Chronique d'une France occupée. Les rapports confidentiels de la gendarmerie. 1940-1945*, Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), Michel Lafon, 2008, 733 pages.
- Quézel Claude, *L'Impardonnable Défaite*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2012, 475 pages.
- Rousso Henry, *Les Années noires, Vivre sous l'Occupation*, Paris, Gallimard, coll. « Découvertes Gallimard. Histoire », n° 156, nouvelle édition, 2009, 191 pages.

### Articles, revues

- Emmanuelle Thoumieux-Rioux, « Les zazous, enfants terribles de Vichy », *L'Histoire*, n° 165, avril 1993, p. 32-39.
- *Les Collections de l'Histoire*, « Ils ont résisté à Hitler », n° 37, novembre 2007.

### Ressources SCÉRÉN

- [www.cndp.fr/crdp-reims/memoire/](http://www.cndp.fr/crdp-reims/memoire/)  
Le site **Histoire et Mémoires** propose une bibliographie complète et régulièrement mise à jour à propos de la Seconde Guerre mondiale, rubriques « Ressources documentaires (2000-2010) », puis « Histoire et mémoires de la 2<sup>de</sup> Guerre mondiale ».